

Chapitre I

# ACCÉLÉRER LA DYNAMIQUE DE CROISSANCE ET CRÉER DE MEILLEURS EMPLOIS

Mémorandum économique du Bénin 2.0



© 2022 La Banque mondiale  
1818 H Street NW, Washington DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Site Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

### **Certains droits réservés**

Ce travail est un produit du personnel de la Banque mondiale. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les opinions des administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans cet ouvrage. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

### **Droits et autorisations**

Le matériel contenu dans cet ouvrage est soumis au droit d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition d'en mentionner la source. Les photos doivent être attribuées à Stéphane Brabant, sauf indication contraire.

### **Attribution**

Veillez citer l'ouvrage comme suit : "Banque mondiale. 2021. Mémoire économique du Bénin © Banque mondiale." Toutes les questions relatives aux droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; fax : 202-522-2625 ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).



## REMERCIEMENTS

Le mémorandum économique a été préparé par une équipe dirigée par Nathalie Picarelli et Xun Yan. L'équipe comprenait Alexandre Henry, Solene Rougeaux, Saint-Martin Mongan-Agbeshie, Felicien Towenan Accrombessy, Hasan Dudu, Jakob Engel, Besart Avdiu, Mathilde Lebrand, Daniel Alberto Benitez, Megersa Abera Abate, Marjan Petreski, Esther Maria Bartl, Houdou Romaric Samson, Lulit Mitik Beyene, Alejandro Sicra, Zhen Liu, Amevi Rocard Kouwoaye, Adam Levai et Noukpo Homegnon.

Ce rapport a été préparé sous la direction générale d'Abebe Adugna, Coralie Gevers, Atou Seck et Theo David Thomas. Des conseils, commentaires et données utiles ont été reçus d'Andrea Coppola, Michel Welmond, Susana M. Sanchez, Ernest John Sergenti, Fiseha Haile, Leif Jensen, Olivier Hartmann, Jean Michel N. Marchat, Anouk Pechevy, Jim Cust, Alexis Rivera Ballesteros, Gabriel Stefanini Vicente, et Sidikou Salihou Mamadou. Et de la part des examinateurs Sona Varma, Ashley Taylor, Amina Coulibaly, Wendy Cunningham, Sara Troiano, Paul Brenton et Anne-Cecile Souhaid.

Micky O. Ananth, Maude Jean-Baptiste et Benita Mahinou ont fourni une excellente assistance administrative et opérationnelle. Kartographia a fourni une aide à la visualisation des données mobiles. 24Slides a conçu le rapport. Yao Gnona Afangbedji et Daniel Dos Santos ont aimablement fourni des photos et un soutien en matière de communication. Fiona Hinchcliffe a fourni un excellent soutien éditorial.

L'équipe remercie la collaboration des autorités béninoises, notamment la Direction Générale des Affaires Économiques (DGAE), le Ministère de l'Économie et des Finances, et l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Économique (INSAE). Le rapport reflète les discussions tenu lors d'un atelier avec différentes parties prenantes au Bénin en décembre 2020. Ce rapport n'aurait pas pu être finalisé sans l'aide financière généreuse du Fonds fiduciaire de la Facilité pour le commerce « Umbrella Facility for Trade » et du Fonds fiduciaire de la Facilité de soutien au climat de la CDN, « NDC Climate Support Facility TF ». L'équipe est reconnaissante au Development Data Partnership pour son programme de données avec X-Mode, grâce auquel les données ont été mises à disposition.



# TABLE DES MATIÈRES

Page / 003	<b>Remerciements</b>
Page / 005	<b><u>Acronymes et abréviations</u></b>
Page / 006	<b><u>Introduction</u></b>
Page / 010	<b><u>Section 1.1 : Tendances et caractéristiques de la croissance</u></b>
Page / 021	<b><u>Section 1.2 : Renforcer le modèle de croissance</u></b>
Page / 033	<b><u>Section 1.3 : Construire une économie à revenu intermédiaire</u></b>
Page / 036	<b><u>Références</u></b>
Page / 038	<b><u>Termes et définitions</u></b>
Page / 039	<b><u>Annexes</u></b>

# ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

<b>ASS</b>	Afrique sub-saharienne
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CEM</b>	Mémorandum économique pays ( <i>Country Economic Memorandum</i> )
<b>COVID-19</b>	Maladie à virus Corona
<b>CPIA</b>	Évaluation de la politique et des institutions du pays ( <i>Country Policy and Institutional Assessment</i> )
<b>CWON</b>	Évolution de la richesse des nations ( <i>Changing Wealth Of Nations</i> )
<b>DE4A</b>	Économie numérique pour l'Afrique ( <i>Digital Economy For Africa</i> )
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>ECI</b>	Indice de complexité économique ( <i>Economic Complexity Index</i> )
<b>FCFA</b>	Franc CFA
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international

<b>GVCs</b>	Chaînes de valeur mondiales ( <i>Global Value Chains</i> )
<b>IDE</b>	Investissement direct étranger
<b>LICs</b>	Pays à faible revenu
<b>LMICs</b>	Pays à revenu intermédiaire inférieur
<b>MFI</b>	Institution de microfinance ( <i>Microfinance Institution</i> )
<b>PIMA</b>	Évaluation de la gestion des investissements publics ( <i>Public Investment Management Assessment</i> )
<b>PP</b>	Point de pourcentage
<b>PTF</b>	Productivité totale des facteurs
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine



## Introduction

### Que faudra-t-il faire pour maintenir la dynamique de croissance et créer de meilleurs emplois ?

**Petite économie ouverte, le Bénin a connu une croissance supérieure à la moyenne de la région.** La croissance du PIB réel du Bénin a atteint en moyenne 5,1 % sur la période 2011-2019, ce qui est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (ASS). Mais au-delà de cette moyenne, on observe une évolution volatile au cours de la décennie, alternant entre des périodes de forte croissance et des années de fort déclin, principalement dues à des chocs extérieurs. La dernière période de forte croissance - de 2017 à 2019 - a vu le PIB réel croître à son potentiel pendant trois ans et atteindre une moyenne de 6,4 %. Elle a été temporairement interrompue par la crise mondiale de la COVID-19 et en moindre mesure, par la fermeture de la [frontière nigériane](#) en vigueur pendant 16 mois à partir d'août 2019.

**Cette volatilité combinée à une faible croissance de la productivité s'est traduite par des acquis plus faibles au niveau du revenu par habitant.** La croissance du revenu réel par habitant du Bénin est inférieure à celle de ses pairs (en moyenne de 1 point de pourcentage (pp) au cours de la dernière décennie), en raison de sa [forte croissance démographique](#). Jusqu'à 90 % de [la population active est employée dans l'économie informelle](#), où les femmes sont surreprésentées. Alors que l'économie se diversifie timidement (l'agriculture représente toujours 28 % du PIB), la croissance des secteurs des services s'est surtout faite dans les domaines les moins productifs, et l'industrie manufacturière a vu sa croissance diminuer. Le capital humain reste faible et les [écarts entre les](#) hommes et les femmes sont importants, ce qui a maintenu les taux de fécondité élevés et supérieurs à la moyenne de l'ASS. Malgré des niveaux d'investissement raisonnables, les entreprises ne les traduisent pas toujours en une productivité plus élevée ou ne réussissent pas à s'intégrer dans des chaînes de valeur plus importantes.



**Bâtir les bases d'une solide ascension vers une économie à revenu intermédiaire est le défi principal du Bénin.** Après son passage du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2020, le Bénin est aujourd'hui au début d'un nouveau chemin de croissance. Son défi : dynamiser la transformation structurelle de son économie grâce à de nouveaux moteurs de croissance capables de soutenir une accélération économique, d'accroître la productivité du travail et de créer des emplois de qualité pour sa jeune main-d'œuvre, notamment les femmes.

**Pour y parvenir, il faudra construire sur les acquis et faire face aux défis qui persistent.** En comprenant les moteurs et les principales limites du modèle de croissance, ce chapitre vise à aider à définir la stratégie de croissance du Bénin pour l'avenir. Bien que l'économie béninoise ait été épargnée par le pire de la crise du COVID-19, ce choc a renforcé la nécessité de se concentrer sur les réformes structurelles qui répondent aux défis à long terme et garantissent une reprise économique durable et inclusive. Les principales conclusions qui sous-tendent ce rapport, suivant le [cadre du CEM 2.0 \(encadré 1.1\)](#), suggèrent qu'il faut investir davantage dans le capital humain et combler les écarts entre les sexes, notamment pour accélérer la diminution des taux de fécondité et intégrer les femmes et les jeunes dans un marché du travail de meilleure qualité. Plus particulièrement, cette nouvelle voie exige de faciliter les investissements créateurs d'emplois du secteur privé, et de donner aux travailleurs et aux entrepreneurs les capacités de tirer parti des possibilités d'accès à l'emploi et d'augmentation des revenus. L'intégration régionale et le commerce sont au cœur du programme de diversification économique, et peuvent stimuler la croissance de la productivité. L'approfondissement de l'intégration des marchés, la mise en relation des personnes et la création d'économies d'agglomération grâce aux infrastructures et services de transport devraient catalyser des opportunités supplémentaires, en tirant parti de la position géographique du Bénin.

Le chapitre est organisé comme suit : la section 1.1 analyse les tendances et les modèles de croissance au cours de la dernière décennie ; la section 1.2 examine les principaux défis; et la section 1.3 introduit le reste de l'étude.

## Encadré 1.1 La méthodologie CEM 2.0

### La CEM 2.0 est une approche innovante de l'analyse de la croissance

La méthodologie CEM 2.0 offre un cadre analytique simple pour mener un exercice de diagnostic à l'aide de l'outil CEM 2.0 Country Scan. Cet outil permet d'analyser systématiquement la performance d'un pays pour plusieurs dimensions économiques. Il est organisé autour de 20 questions directrices : 10 questions de niveau macro et 10 questions de niveau micro. Les questions au niveau macro sont conçues pour encourager l'utilisation des outils de diagnostic de la croissance et des techniques de décomposition les plus courants. Les questions au niveau micro sont conçues autour du cadre proposé par [Syverson \(2011\)](#).

Ensemble, ces questions aident les équipes à mieux comprendre les facteurs sous-jacents du processus de croissance d'un pays, notamment la productivité, l'emploi, le commerce, l'investissement et le capital humain, ainsi que l'environnement commercial, réglementaire et financier. L'outil fournit également des comparateurs structurels et aspirationnels à des [fins de benchmarking](#).

En utilisant le cadre analytique du CEM 2.0, les principales contraintes à la croissance économique du Bénin ont été identifiées et filtrées en utilisant des critères de priorisation. Trois thèmes ont été sélectionnés sur cette base, non seulement parce qu'ils présentent une grande pertinence programmatique et stratégique, mais aussi parce qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une analyse récente. Par exemple, alors que le développement numérique est apparu comme un domaine d'analyse important, il a récemment été analysé dans le Diagnostic DE4A ([Banque mondiale 2020a](#)). Le CEM vise également à créer des synergies avec le Diagnostic du secteur privé national en cours. Des domaines d'analyse ont également été identifiés lors de consultations avec diverses parties prenantes du Bénin, sur la base de la présentation du Country Scan.

## Benchmarking - comparaisons entre pairs et comparaisons régionales

Pour identifier les pays de comparaison du Bénin, l'équipe a combiné les données de l'outil d'analyse des pays avec le contexte local du pays. Une série de critères a été utilisée pour sélectionner les pays ([annexe 1](#)).

### 01 Pairs structurels

Le Togo, le Rwanda et le Sénégal. Ces pays présentent des caractéristiques économiques et structurelles similaires à celles du Bénin.

### 03 UEMOA & CEDEAO

Les pays de l'UEMOA sont le Bénin, la Guinée-Bissau, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Les pays de la CEDEAO comprennent les pays de l'UEMOA et le Cabo Verde, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Nigéria et la Sierra Leone.

### 02 Pairs aspirationnels

Le Ghana, le Maroc et le Sri Lanka. Ces pays sont des LMICs qui constituent un bon précédent en matière de développement, puisqu'ils sont partis d'une position similaire à celle du Bénin.

### 04 Autres catégories

Le Bénin sera également comparé à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, des pays à faible revenu (LICs) et des pays à revenu intermédiaire inférieur (LMICs).



### Critères de sélection des pairs structurels et aspirationnels

- PIB par habitant (en dollars constants de 2010)
- Population 2019
- Commerce (% du PIB)
- Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)
- Indice du capital humain
- Évaluation de la politique et des institutions du pays

# TENDANCES ET CARACTERISTIQUES DE LA CROISSANCE

Soutenu par une plus grande stabilité macroéconomique résultant de réformes institutionnelles et de politiques économiques avisées, le Bénin a connu une croissance supérieure à la moyenne. Cependant, cette croissance n'a pas toujours été soutenue dans le temps, et les résultats par habitant sont quelque peu modérés, ce qui suscite des questions quant à un rattrapage et une convergence rapides.

# 1.1

## 1.1.1 La croissance économique a évolué de façon très variable par le passé

L'analyse des ruptures structurelles suggère que la croissance du Bénin depuis sa stabilisation politique (début des années 1970) peut être divisée en trois périodes

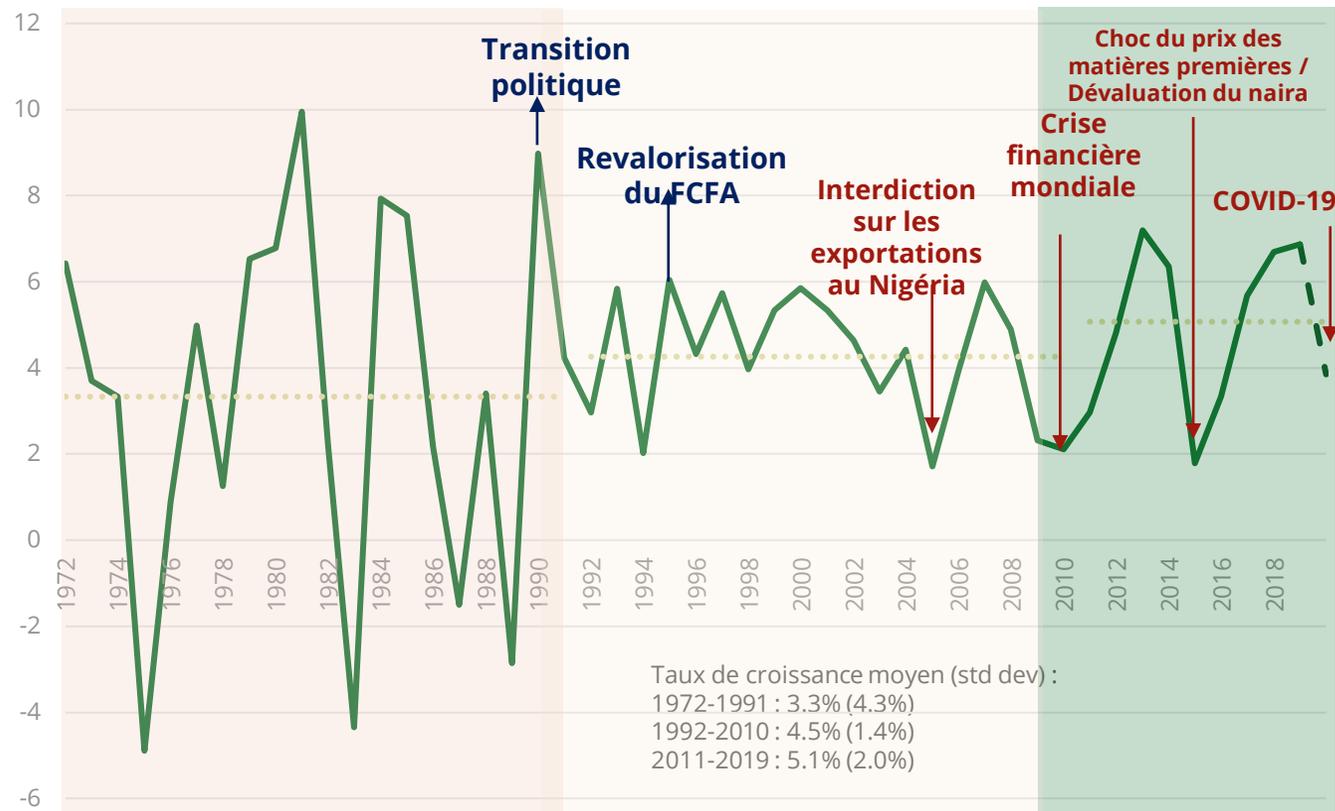
La croissance a présenté un modèle cyclique très variable au cours des années 1970 et 1980, reflétant largement une forte dépendance à l'égard des exportations, centrées sur quelques matières premières agricoles clés.

Depuis les années 1990, une série de réformes nationales et régionales ont permis une croissance plus rapide et plus stable, avec une moyenne de 4,5 % sur la période 1992-2010. Le réalignement du franc CFA en 1994 a permis une plus grande stabilité économique pour les pays de l'UEMOA et une intégration commerciale et économique plus profonde entre les États membres ([Van den Boogaerde et Tsangarides 2005](#)). La stabilité macroéconomique a également été soutenue par des réformes de l'administration publique et de la gouvernance, ainsi que par l'assainissement du secteur budgétaire et financier (FMI 2000).

À la fin de la crise financière mondiale, vers 2011, la croissance s'est encore accélérée, affichant des pics plus élevés mais aussi des creux plus profonds, ce qui suggère que le Bénin reste vulnérable aux chocs extérieurs. La variabilité au cours de cette période est moins corrélée aux matières premières agricoles et davantage liée aux variations de la croissance dans les pays voisins et aux fluctuations des prix du pétrole.

Le CEM se concentrera sur la période 2011-2019, en s'appuyant sur le CEM précédent ([Banque mondiale 2009](#)). En raison de la crise du COVID-19, l'année 2020 sera traitée séparément.

01 La croissance du PIB réel sur le long terme est caractérisée par une forte variabilité.



Source : WDI

# Le Bénin est devenu un pays des plus performant en Afrique subsaharienne.

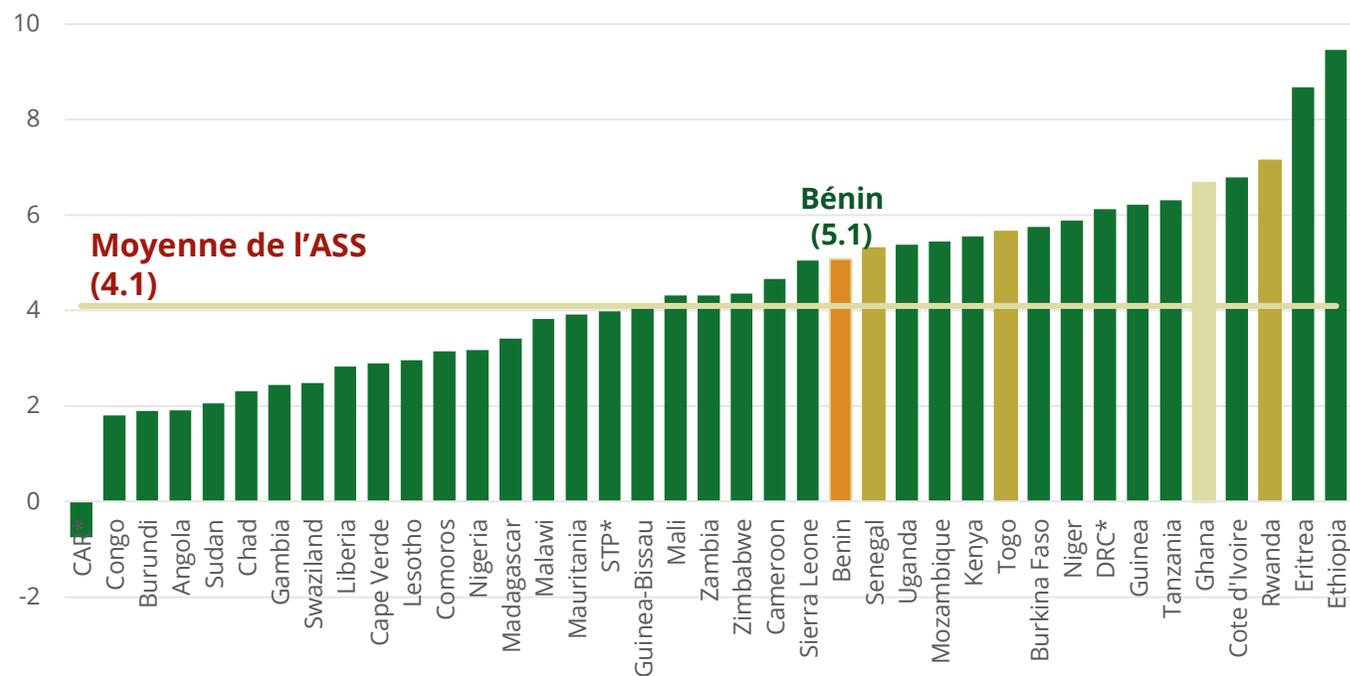
**Au cours de la dernière décennie, la croissance réelle s'est accélérée, faisant du Bénin l'une des économies les plus performant de la région.**

Au cours de la dernière décennie, la croissance économique s'est accélérée, le Bénin ayant connu une croissance proche de son potentiel pendant plusieurs années, le positionnant comme l'une des étoiles montantes de la région. Entre 2011 et 2019, la croissance économique a atteint une moyenne de 5,1 %, supérieure à la moyenne de 4,1 % de l'ASS. La stabilité macroéconomique a soutenu la croissance dans la seconde moitié de la décennie.

Si l'économie béninoise s'est accélérée, sa variabilité l'a empêchée de maintenir une croissance élevée pendant plus de trois années consécutives. Une forte variabilité peut créer de l'incertitude dans les attentes du marché et nuit à l'accumulation de capital, et affecte la mobilisation de recettes stables et sape donc la capacité de l'État, notamment en matière d'investissement public, de redistribution et de réduction de la pauvreté. Si le Bénin reste vulnérable dans une économie de plus en plus intégrée, en 2020, pendant la crise mondiale de la COVID-19, l'économie béninoise a fait preuve d'une résilience remarquable (encadré 1.3), soutenue par une importante relance budgétaire et une contagion locale limitée.

02

**La croissance moyenne du PIB réel a été supérieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne entre 2011 et 2019**

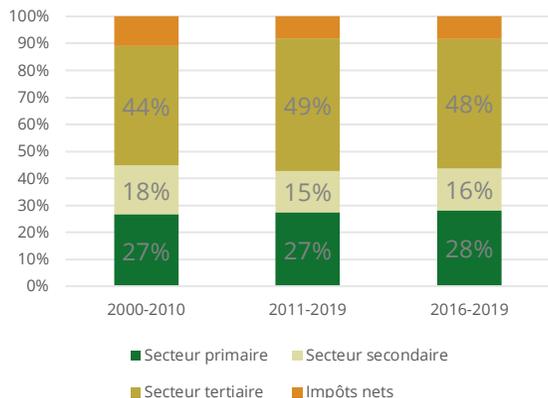


Source : WDI et calculs des auteurs.

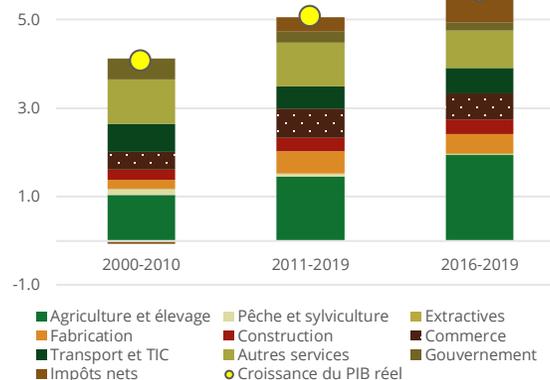
Note : La liste des pays de l'ASS exclut les pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire supérieur et le Soudan du Sud. RCA signifie République centrafricaine, STP signifie Sao Tomé et Príncipe et RDC signifie République démocratique du Congo. Les couleurs des pays varient en fonction du groupe de comparaison.

## Décomposition du PIB et de la croissance

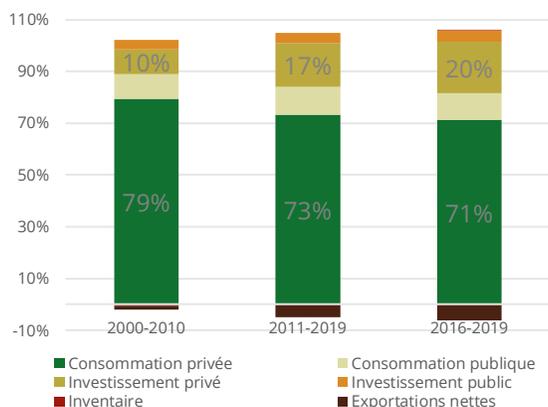
### 03 Côté offre : part du secteur dans le PIB



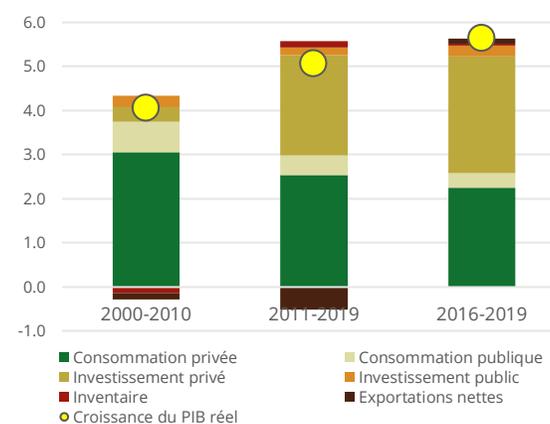
### 04 Côté offre : contribution à la croissance



### 05 Côté demande : part du secteur dans le PIB



### 06 Côté demande : contribution à la croissance



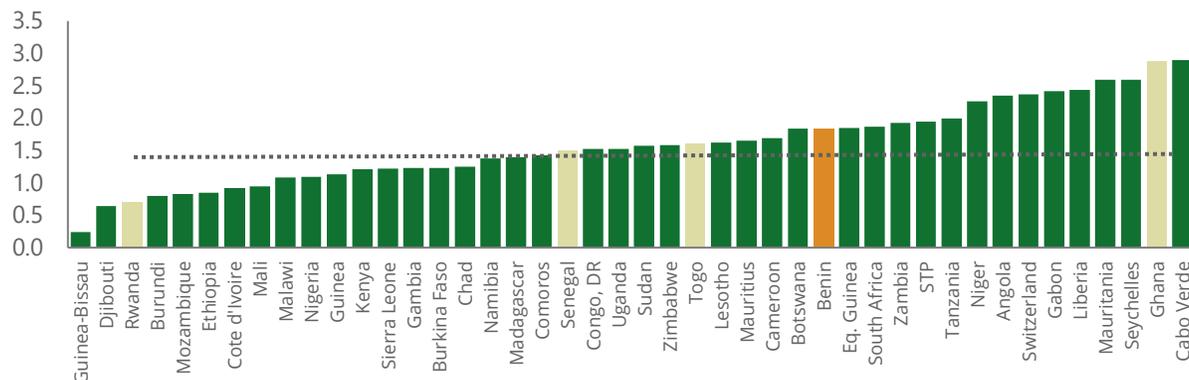
## La croissance est entraînée par les services et, de plus en plus, par l'investissement privé

La croissance depuis 2000 a été entraînée par une expansion régulière des services, du côté de l'offre, et de plus en plus par l'agriculture ces dernières années. Du côté de l'offre, la production est soutenue par une forte croissance du secteur des services. Sa part dans le PIB est passée de 44 % sur la période 2000-2010 à 49 % au cours de la décennie qui a suivi. L'importance des services dans l'économie béninoise s'explique principalement par le rôle du pays en tant que centre de commerce et de transit pour les pays enclavés environnants. La production agricole a connu la plus forte croissance, de 61,8 % entre 2011 et 2019 (soit un taux annuel composé de 5,5 %), bien plus rapide que la moyenne de 22 % de l'ASS, reflétant l'amélioration des technologies et des politiques favorables pour surmonter les intempéries et les chocs de prix. Toutefois, l'industrie n'a pas connu une croissance aussi rapide : sa part dans le PIB est passée de 18 % (2000-10) à 15,4 % sur la période 2011-2019, principalement en raison de la baisse de la part de l'industrie manufacturière, qui est passée de 13,6 à 10,8 sur les mêmes périodes ([encadré 1.2](#)).

L'investissement privé et la consommation privée sont les principaux contributeurs du côté de la demande. Bien qu'historiquement marginale, la contribution de l'investissement à la croissance a considérablement augmenté ces dernières années, sous l'impulsion de l'investissement privé. La part de l'investissement privé dans le PIB est passée de 3,6 % (moyenne 2000-2010) à 15,3 % sur la période 2011-2019. Cela [reflète principalement une augmentation des investissements directs étrangers](#). Le [crédit intérieur](#) joue un rôle important dans l'investissement privé, dont la croissance est toutefois relativement faible ces dernières années. La consommation publique n'a augmenté que légèrement, passant de 9,3 % (2000-2010) à 10,7 % (2011-2019). La modération des dépenses publiques reflète une faible mobilisation des recettes intérieures, ce qui limite l'ampleur des investissements publics.

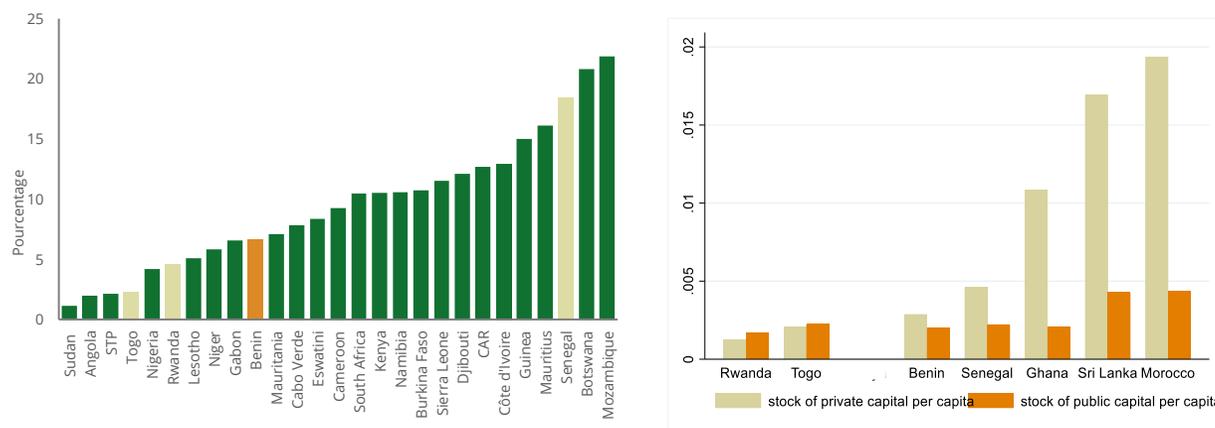
## L'investissement privé a entraîné la croissance de l'investissement brut

### 07 Bien que le ratio capital privé/production soit supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne...



Source : Base de données 2020 du FMI sur l'investissement et le stock de capital

### 08 ...le Bénin affiche des rendements moyens/faibles du capital global



Source : Eden (2020)

Source : Base de données 2020 du FMI sur l'investissement et le stock de capital

## Grâce à une récente poussée de l'investissement privé, l'investissement brut a augmenté

L'investissement brut a augmenté de manière significative ces dernières années ; il a été supérieur à la moyenne de l'ASS au cours de la période 2011-2019. L'investissement est un moteur essentiel de la croissance : il est rare de maintenir une croissance rapide sans des taux d'investissement impressionnants. Le taux d'investissement total est passé de 18,2 % du PIB en 2000-2010 à 21,3 % en 2011-2019, dépassant légèrement la moyenne de l'ASS (21 %) et restant au-dessus de 23 % depuis 2017. Cela reflète une augmentation de l'investissement privé qui a presque doublé depuis 2010, pour représenter 80 % de l'investissement brut en raison de la hausse des IDE et des crédits du secteur privé ([annexe 4](#)). En revanche, l'investissement public est resté stable à une moyenne de 5 % du PIB, dû à la faible mobilisation des recettes intérieures. Le stock de capital par habitant a augmenté, le Bénin n'étant qu'à la traîne du Sénégal parmi ses pairs structurels.

**L'investissement brut reste néanmoins plus faible que celui de ses pairs structurels** : le Togo (28 %), le Rwanda (25 %) et le Sénégal (24 %). Il est également en deçà du seuil suggéré par les expériences des cas de forte croissance identifiés par la Commission sur la croissance et le développement, à savoir 25 % du PIB ou plus ([Commission sur la croissance et le développement 2008](#)). Ces économies à forte croissance ont également investi 7 à 8 % supplémentaires du PIB dans l'éducation et la santé, contre moins de 5 % au Bénin (chapitre II).

**Les rendements globaux du capital peuvent être améliorés.** Si le niveau d'investissement est important, l'efficacité des investissements publics et privés l'est au moins tout autant. Confronté à une contrainte de financement, exacerbée par la [faible mobilisation des recettes intérieures](#), et alors qu'il sort de la crise du COVID-19, le Bénin devra faire des choix décisifs sur la nature du financement de ses investissements. L'amélioration du climat des affaires pour attirer des financements compétitifs (chapitre IV) et l'amélioration de la qualité de sa gestion des investissements publics (chapitre III) restent cruciales.

## Encadré 1.2 Une désindustrialisation prématurée ?

Les expériences passées suggèrent que l'industrialisation peut être importante pour stimuler la productivité, créer des emplois et permettre le rattrapage et la convergence. Elle est souvent considérée comme une étape nécessaire de la transformation structurelle d'une économie, c'est-à-dire le passage des travailleurs d'un emploi à faible productivité à un emploi à plus forte productivité. Les économies d'Asie de l'Est ont connu une expansion rapide de l'industrie manufacturière pendant leurs périodes de décollage. De même, l'industrie manufacturière, à son apogée, employait 25 à 45 % de la population active dans des pays comme le Royaume-Uni et les États-Unis avant que la désindustrialisation ne s'installe.

La désindustrialisation, c'est-à-dire la diminution de la part de l'emploi et de la production dans l'industrie manufacturière, est observée aux États-Unis depuis les années 1950 et en Europe depuis les années 1970. Depuis les années 1990, cependant, on observe une tendance à la désindustrialisation plus importante que celle observée dans les économies avancées et post-industrielles. Les économies en développement (en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne) ont commencé à connaître une baisse de la part de l'industrie manufacturière dans l'emploi et la valeur ajoutée réelle dès les années 1980. Dans de nombreuses économies en développement, le secteur manufacturier a commencé à se contracter à des niveaux de revenu bien inférieurs à ceux auxquels les économies avancées ont commencé à se désindustrialiser. Ce phénomène a été baptisé "désindustrialisation prématurée" ([Dasgupta et Singh 2006](#); [Rodrik 2015](#)).

De nombreux facteurs sont à l'origine de la désindustrialisation dans les régions en développement, notamment la mondialisation, les technologies permettant d'économiser de la main-d'œuvre, la dépendance excessive à l'égard d'un seul produit de base dans les pays riches en ressources, les économies en surchauffe avec un afflux important de capitaux, etc. Pour promouvoir l'industrie manufacturière, il faut améliorer les infrastructures, la gouvernance et l'environnement des affaires afin d'attirer les investissements étrangers, ainsi que l'éducation et la formation pour améliorer les compétences de la main-d'œuvre. Elle nécessite également un meilleur accès aux financements pour soutenir l'investissement et l'innovation des entreprises locales. L'insuffisance des services d'infrastructure (électricité et eau) et l'inefficacité des procédures douanières (pour les intrants d'origine étrangère) ont nui à la compétitivité des entreprises manufacturières du Bénin ([Banque mondiale 2016](#)).

Selon des études récentes, il est peut-être trop tôt pour conclure que l'Afrique se désindustrialise, car la part de l'emploi dans le secteur manufacturier est en hausse depuis 2005 ([Kruse et al. 2021](#); [Diao et al. 2021](#)), une tendance similaire ayant été observée récemment au Bénin (détaillée dans la [section 1.2](#)). Il n'est peut-être pas non plus tout à fait approprié d'appliquer la trajectoire de croissance de l'Asie des années 1980 au contexte africain du XXI<sup>e</sup> siècle. Néanmoins, les actions politiques mentionnées ci-dessus (par exemple, l'amélioration des infrastructures et de la gouvernance) resteraient vitales pour développer d'autres secteurs dans le même but : créer des emplois, combler l'écart de productivité et transformer l'économie.

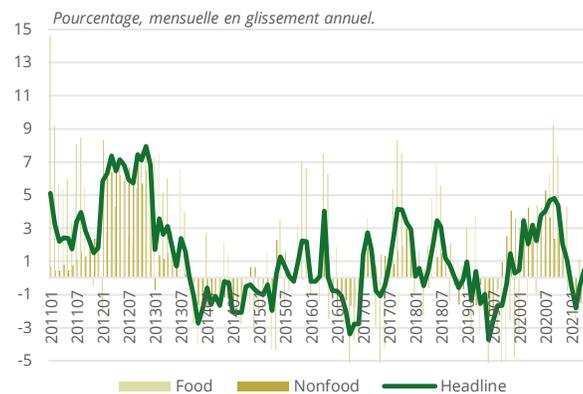
## Indicateurs macroéconomiques récents montrent une stabilité relative

### 09 La croissance récente se situe autour du potentiel



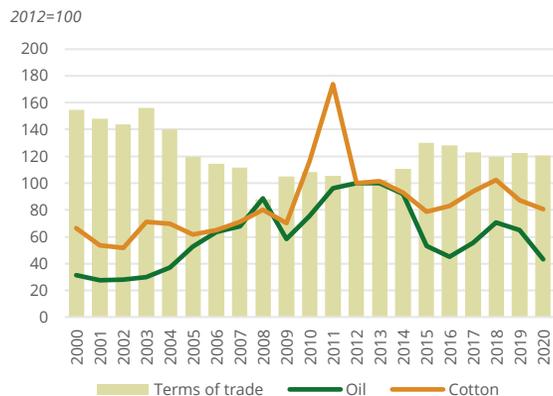
Source : INSAE, estimations et projections des services du FMI et du GBM.

### 10 L'inflation (2011-2021) a été faible



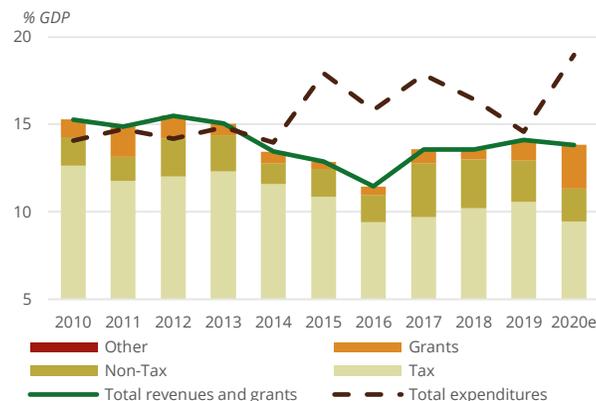
Source : BCAEO, estimations et projections des services du GBM.

### 11 La position extérieure est restée stable grâce à la stabilisation des termes de l'échange



Source : FMI.

### 12 Les recettes totales et les subventions ont augmenté alors que les dépenses publiques ont bondi ces dernières années



Source : Autorités béninoises et calculs des services de la Banque.

## La croissance a été soutenue par des politiques macroéconomiques avisées.

Le Bénin a obtenu de meilleurs résultats dans ce domaine que la plupart de ses pairs hors UEMOA. La croissance récente s'est rapprochée de la production potentielle. L'inflation est restée faible. L'inflation générale mensuelle (en glissement annuel) s'est établie en moyenne à 1,3 % et l'inflation des produits alimentaires (en glissement mensuel) à 1,6 % sur la période 2011m1-2021m4, reflétant une bonne récolte et une faible inflation importée de la zone euro. Le taux de change effectif réel est généralement conforme aux fondamentaux, et la position extérieure a été plus ou moins stable au cours de la dernière décennie en raison de termes de l'échange positifs qui se sont améliorés depuis 2014 et se sont stabilisés autour de 2017.

La politique monétaire a été relativement souple, comme dans les autres pays de l'UEMOA, ce qui est attesté par l'augmentation de la croissance de la monnaie réelle depuis 2018 avec une moyenne de 8,9 % sur 2018-2020. Le taux directeur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a régulièrement baissé, passant de 3,8 % en 2008 à 2,5 % en 2017, puis à 2,0 % en 2020. La politique monétaire expansionniste a contribué à une forte augmentation de la croissance du crédit, qui s'est établie en moyenne à 11,6 % sur 2018-2020, et a permis de soutenir la croissance de l'investissement privé.

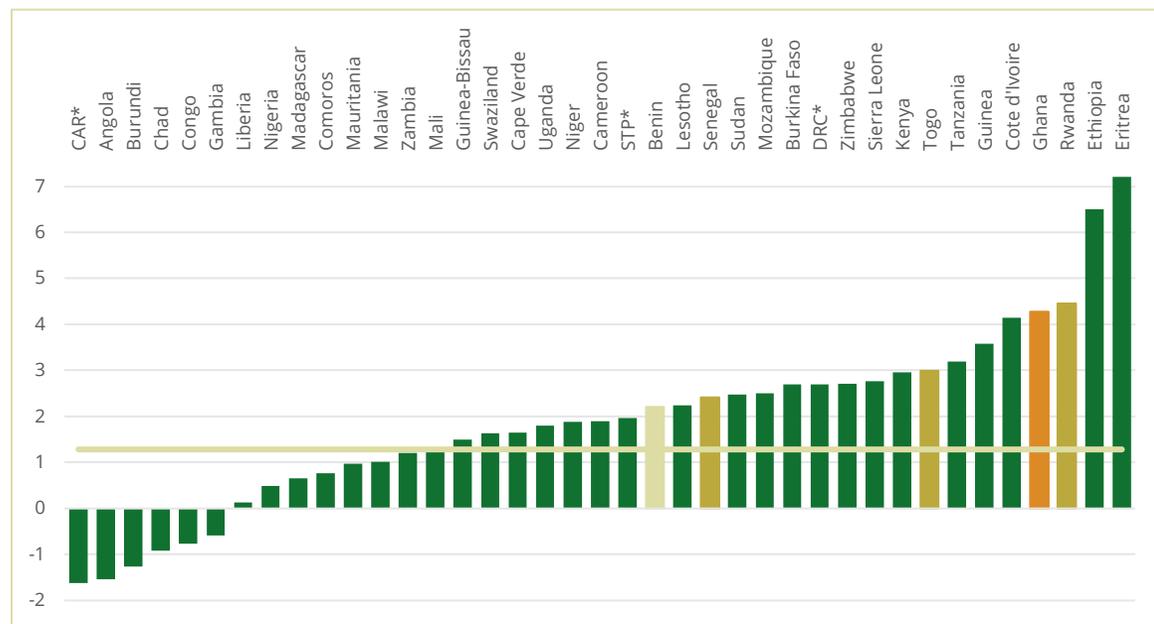
La politique budgétaire pourrait jouer un rôle plus important pour promouvoir la croissance. Le niveau des recettes totales et des subventions était stable mais relativement faible (14 %). Après un sursaut en 2015-17, les dépenses ont diminué régulièrement jusqu'à la crise du COVID-19. La part des dépenses d'investissement dans les dépenses publiques est relativement élevée (30 % sur la période 2010-2020), mais sa part dans le PIB n'était que de 4,8 % en moyenne, ce qui était inférieur par rapport aux pays en développement ayant un niveau de PIB par habitant similaire. Le Bénin pourrait bénéficier d'un niveau plus élevé et stable de dépenses d'investissement. À cette fin, une allocation budgétaire prudente ainsi qu'une meilleure mobilisation des recettes intérieures seront la clé ([annexe 3](#)). Cette dernière est actuellement limitée en raison de la faible assiette fiscale, dans une économie essentiellement informelle.

## 1.1.2 La croissance réelle par habitant reste inférieure à celle de ses pairs...

La croissance par habitant du Bénin a été en moyenne de 2,2 % au cours de la dernière décennie. Bien que ce chiffre se situe autour de la médiane de l'Afrique subsaharienne, la mesure régionale est éclipsée par des pays plus fragiles. Les performances du Bénin sont inférieures à celles de ses pairs structurels. **Bien qu'elle soit en train de rattraper la moyenne de l'ASS**, il lui faudrait environ 30 ans pour atteindre la moyenne des LMIC si la croissance par habitant ne s'accélère pas, toutes choses égales par ailleurs. Son niveau de revenu par habitant s'est écarté de celui de l'ASS vers 2005. Aux niveaux actuels de croissance par habitant (moyenne 2011-2019), le Bénin rattrapera la moyenne de l'ASS (à l'exclusion des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur) en une demi-décennie. Toutefois, il lui faudra encore 33 ans pour atteindre la moyenne des LMIC, et 55 ans pour entrer dans le groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur.

13

### Croissance moyenne du PIB par habitant en ASS, 2011-2019

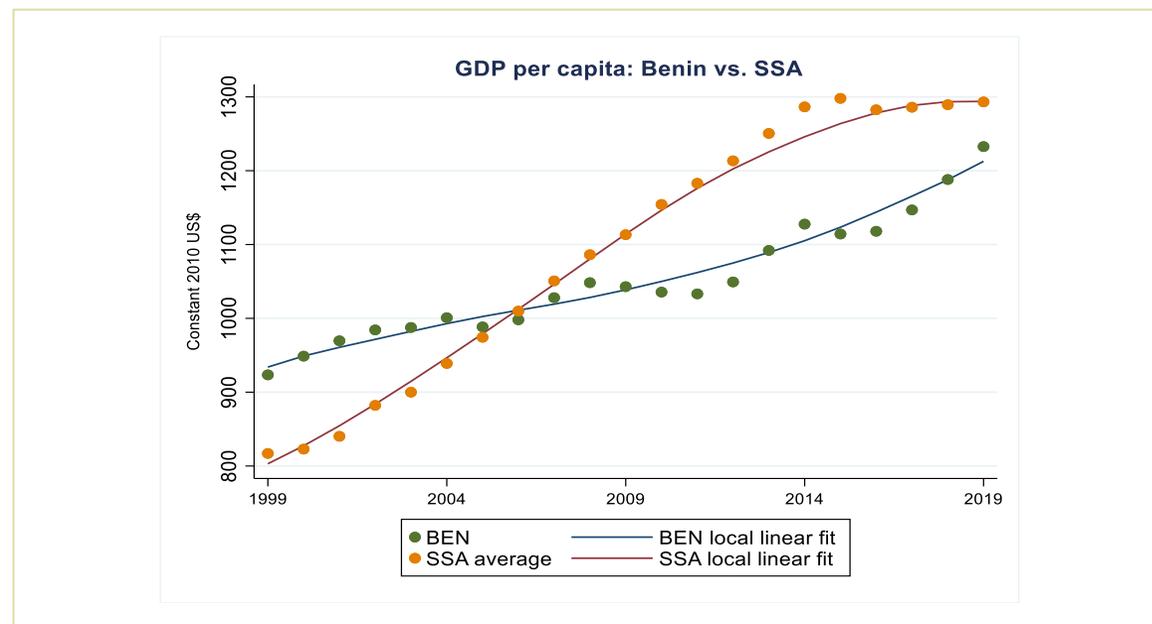


Source : WDI et calculs des auteurs basés sur l'USD constant de 2010.

Note : La liste des pays d'Afrique subsaharienne exclut les pays à revenu élevé, les pays à revenu intermédiaire supérieur (voir [définition et note de bas de page \[6\]](#)) et le Soudan du Sud.

14

### PIB par habitant : Bénin vs ASS



Source : WDI et calculs des auteurs.

Note : la moyenne de l'ASS (USD constant 2010) est calculée avec la même liste de pays, à l'exclusion des pays à revenu élevé, des pays à revenu intermédiaire supérieur et du Soudan du Sud. Le nombre d'années nécessaires pour atteindre le revenu intermédiaire inférieur et le revenu intermédiaire supérieur est calculé sur la base du RNB par habitant (méthode Atlas, USD courant, WDI).

17

1.1.2 La croissance réelle est moins impressionnante en termes par habitant...

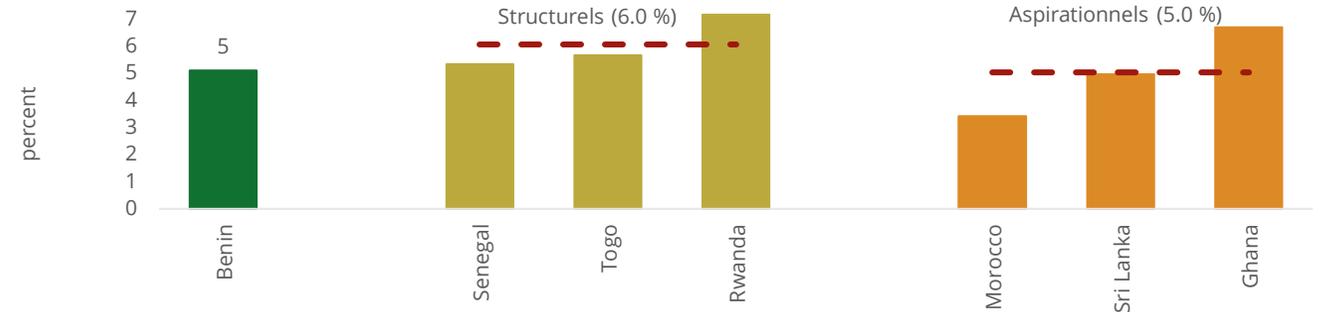
## ...notamment au cours de la dernière décennie.

**Au cours de la dernière décennie, la croissance du PIB du Bénin a été inférieure à celle de ses pairs structurels.**

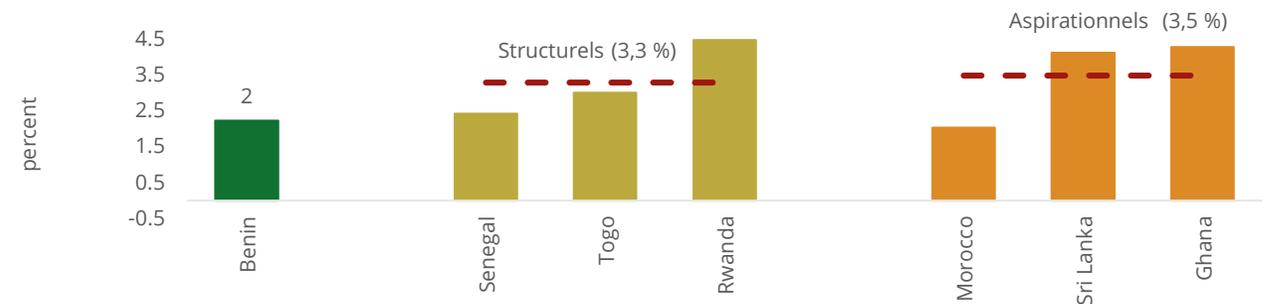
Au cours de la décennie la plus récente (2011-2019), la croissance moyenne réelle du Bénin a été inférieure à celle de tous ses pairs structurels, ce qui suggère une diminution des chances du Bénin de connaître une croissance plus élevée. Si le taux de croissance est légèrement supérieur à la moyenne de ses pairs aspirationnels, cela pourrait refléter le fait que ces pays ont probablement dépassé la phase de rattrapage d'une croissance plus rapide.

La croissance par habitant du Bénin est toutefois inférieure à la moyenne des deux groupes de pays pairs. Elle se classe à l'avant-dernière place parmi les sept pays et n'est supérieure qu'au Maroc. La variabilité de la croissance économique, combinée à une faible croissance de la productivité ([section 1.2](#)) et à une forte croissance démographique ([annexe 2](#)), a empêché de nouveaux progrès. En raison de la faible croissance par habitant, la pauvreté reste élevée, ne diminuant que lentement de 41 % en 2015 à 38,5 % en 2019, sur la base du seuil de pauvreté national.

### 15 La croissance du PIB réel est moins marquée que celle des autres pays



### 16 La croissance réelle par habitant est la plus faible parmi les pairs structurels



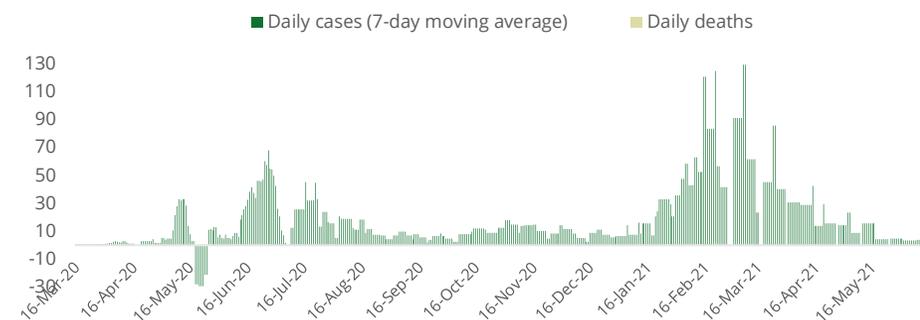
Source : WDI et calculs des auteurs ; Notes : US\$ constants 2010

## Encadré 1.3 Comment le Bénin a-t-il été affecté par la crise du COVID-19 ?

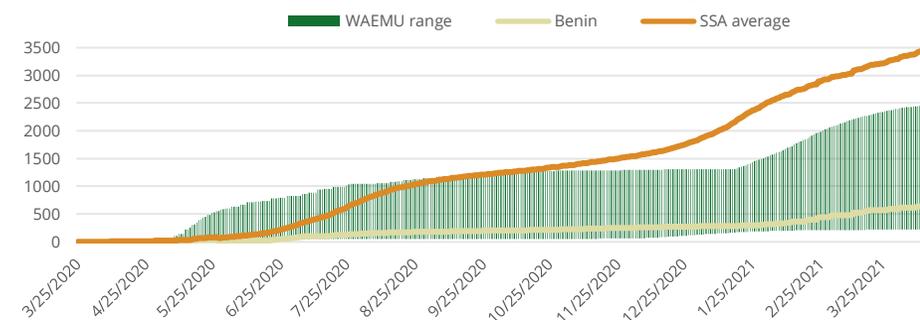
La pandémie de COVID-19 a déclenché l'une des plus profondes récessions mondiales de l'histoire récente. La maladie du coronavirus (COVID-19) est devenue une pandémie mondiale au début de 2020. Les retombées économiques de la crise sanitaire et des mesures d'endiguement ont provoqué l'une des plus graves récessions économiques de l'histoire récente. On estime que le PIB mondial s'est contracté de 3,3 % en 2020. À court terme, l'ASS a connu la pire récession jamais enregistrée, tout en affichant l'une des plus faibles contractions, à 1,9 % en 2020, juste derrière l'Asie émergente et en développement. Toutefois, en termes par habitant, la croissance a été négative et la pauvreté a augmenté dans de nombreux pays. Les marchés émergents et les économies en développement devraient également porter plus de cicatrices que les économies avancées en termes d'activité économique et de pertes de capital humain.

**Au Bénin, les cas de COVID-19 et les décès sont restés faibles.** Le premier cas de COVID-19 au Bénin a été enregistré le 16 mars 2020. Depuis le début, cependant, les cas sont restés faibles, le nombre total de décès enregistrés restant juste au-dessus de 100 en juin 2021. Le faible nombre de cas a permis une période relativement courte de mesures restrictives de fin mars à mi-mai 2020, pendant laquelle la mobilité a été réduite mais les activités économiques n'ont jamais été complètement arrêtées.

### Nouveaux cas et décès quotidiens



### Total des cas confirmés (par million de personnes)



Source : Center for Systems Science and Engineering (CSSE) de l'Université Johns Hopkins (au 15 juin 2021), et calculs des auteurs.  
Notes : les cas négatifs sont le résultat de l'ajustement des données autour du 19 mai 2020, lorsque le Bénin a corrigé son nombre de cas en raison du double comptage des PCR et des tests rapides.

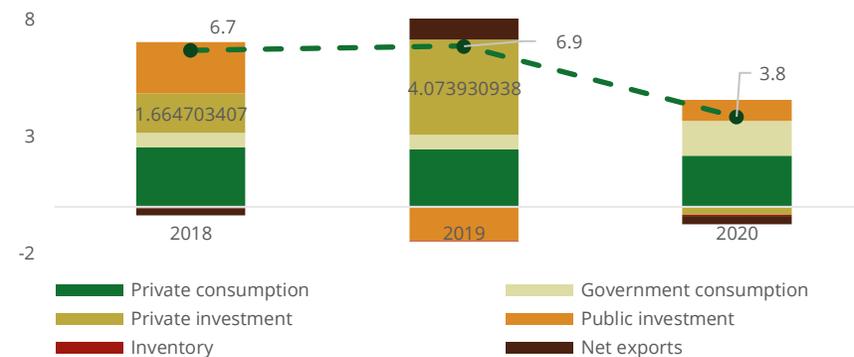
## Encadré 1.3 Comment le Bénin a-t-il été affecté par la crise du COVID-19 ? (suite)

En conséquence, et soutenue par une réponse budgétaire contracyclique rapide et importante, la crise du COVID-19 n'a eu qu'un impact modéré sur la croissance à court terme du Bénin. La croissance a décéléré en 2020 de près de 3 pp. Un important plan de relance budgétaire de près de 4 % du PIB échelonné entre 2020 et 2021 ([annexe 5](#)) a permis de maintenir une croissance du PIB réel positive à 3,8 % (1 % par habitant), surpassant la plupart des pays de l'UEMOA et des pays voisins.

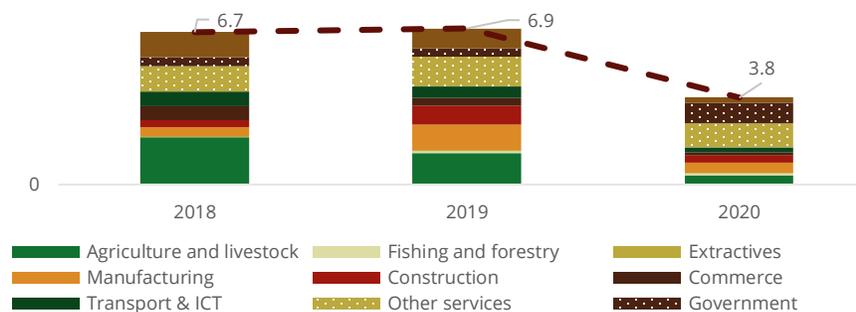
La décélération a été tirée par l'agriculture, l'industrie manufacturière, la construction, les transports et les TIC, principalement en raison d'une activité réduite [au deuxième trimestre](#). Le secteur des services a été le plus durement touché au début de la pandémie en raison des mesures de distanciation sociale. Du côté de la demande, l'investissement privé - moteur récent de la croissance en hausse - est devenu négatif en 2020. L'investissement public et la consommation ont tiré la croissance du côté de la demande.

Si l'impact à court terme a pu être limité, l'effet à moyen terme est incertain. Le Bénin devra s'engager dans un assainissement budgétaire dans les années à venir, ce qui renforce les arguments en faveur de réformes structurelles pour stimuler une croissance tirée par le secteur privé. Le rythme de la reprise dépendra également de l'accès aux vaccins et de leur déploiement, tandis que les écarts en matière de capital humain et de genre pourraient s'être aggravés entre les groupes de revenus.

### Décomposition de la demande



### Décomposition de l'offre



Source : INSAE et calculs de l'auteur

# RENFORCER LE MODÈLE DE CROISSANCE

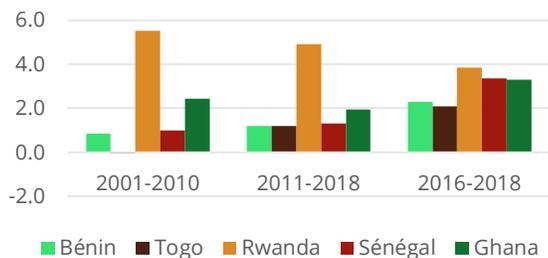
Une stratégie de croissance efficace s'appuierait sur la stabilité macroéconomique acquise et sur le succès des réformes passées, tout en s'attaquant aux principaux obstacles à une croissance soutenue de la productivité.

# 1.2

## La croissance de la productivité a été ralentie au cours de la dernière décennie

### 17 La croissance de la productivité a été faible...

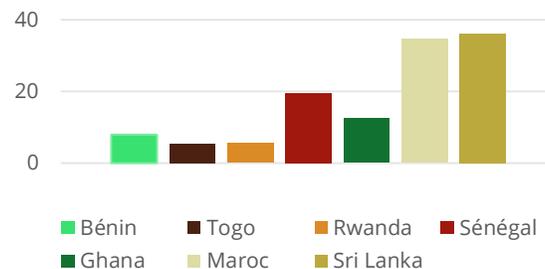
Taux de croissance de la productivité du travail (pourcentage)



Source : Prospect Group (2020), Notes : PIB par emploi, en dollars constants de 2010. L'Afrique du Sud affiche l'un des niveaux les plus élevés d'Afrique subsaharienne.

### 18 ...ce qui limite le Bénin par rapport aux meilleurs de ses pairs.

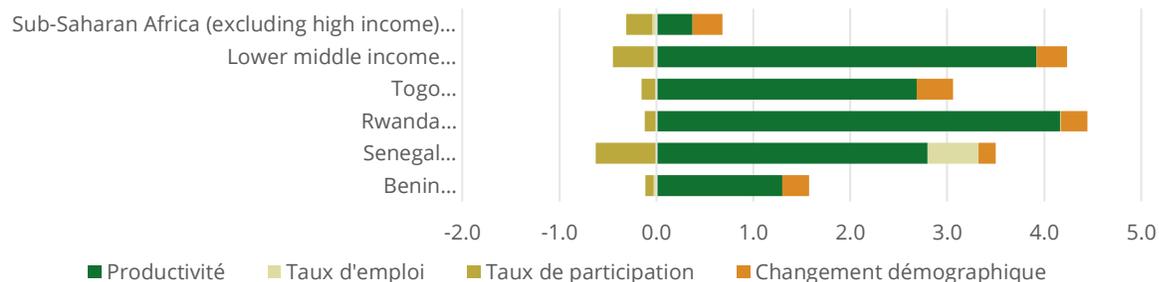
Niveau de productivité du travail par rapport à l'Afrique du Sud (2011-2018)



Source : Prospect Group (2020), Notes : PIB par emploi, en dollars constants de 2010. L'Afrique du Sud affiche l'un des niveaux les plus élevés d'Afrique subsaharienne.

### 19 La productivité du travail a contribué moins que ses pairs à la croissance par habitant

Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant (2011-2019)



Source : WDI et calcul des auteurs

## 1.2.1 La croissance de la productivité a besoin d'un coup de pouce

Au cours des dernières décennies, la croissance de la productivité du travail a été ralentie par rapport à celle de ses pairs. Entre 2001 et 2018, la production par travailleur du Bénin a augmenté à un taux moyen de 1,2 % par an. En conséquence, en 2018, le travailleur moyen au Bénin n'a produit que 16,2 % de plus de production réelle qu'en 2001, contre 50,4 % pour un travailleur au Rwanda, et 56,5 % au Sri Lanka. Malgré une embellie au cours de la dernière décennie, la production par travailleur a encore progressé à une moyenne annuelle de 2,0 % sur la période 2011-2018, soit un peu moins que d'autres pairs de l'UEMOA comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire. La productivité totale des facteurs (PTF) a également connu une croissance plus lente ([annexe 7](#)), tandis que la productivité au niveau des entreprises est en baisse (chapitre IV).

La croissance limitée de la productivité a été l'un des principaux facteurs de la lenteur de la croissance par habitant. Une décomposition de la croissance du PIB par habitant montre que la contribution à la croissance des facteurs démographiques (c'est-à-dire l'évolution de la population en âge de travailler), de la participation au travail et de l'emploi au cours de la dernière décennie a été similaire à celle des pays de comparaison. L'essentiel de la différence de croissance entre le Bénin et ses pairs s'explique par son taux de croissance de la productivité du travail nettement inférieur.

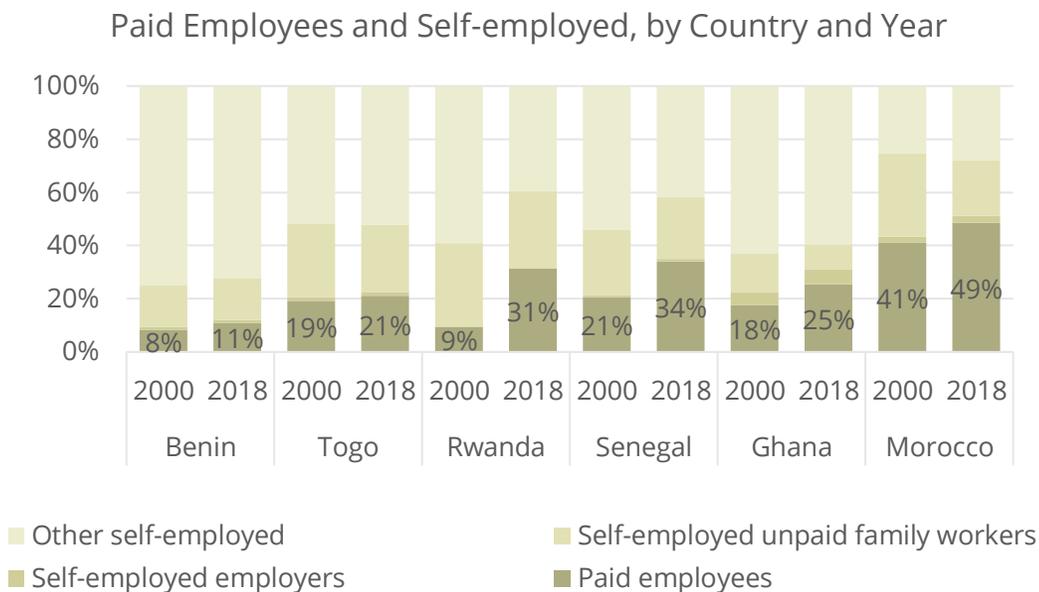
La décomposition montre également qu'une transition démographique est en cours. La contribution positive de l'évolution démographique combinée à une faible croissance de la productivité du travail suggère que le Bénin ne profite pas pleinement du [dividende démographique](#) (chapitre II).

[Plus d'informations sur l'annexe 6 : quel a été le moteur de la productivité du travail au cours de la dernière décennie ?](#)

## La faible croissance de la productivité est lié à la prédominance du secteur informel

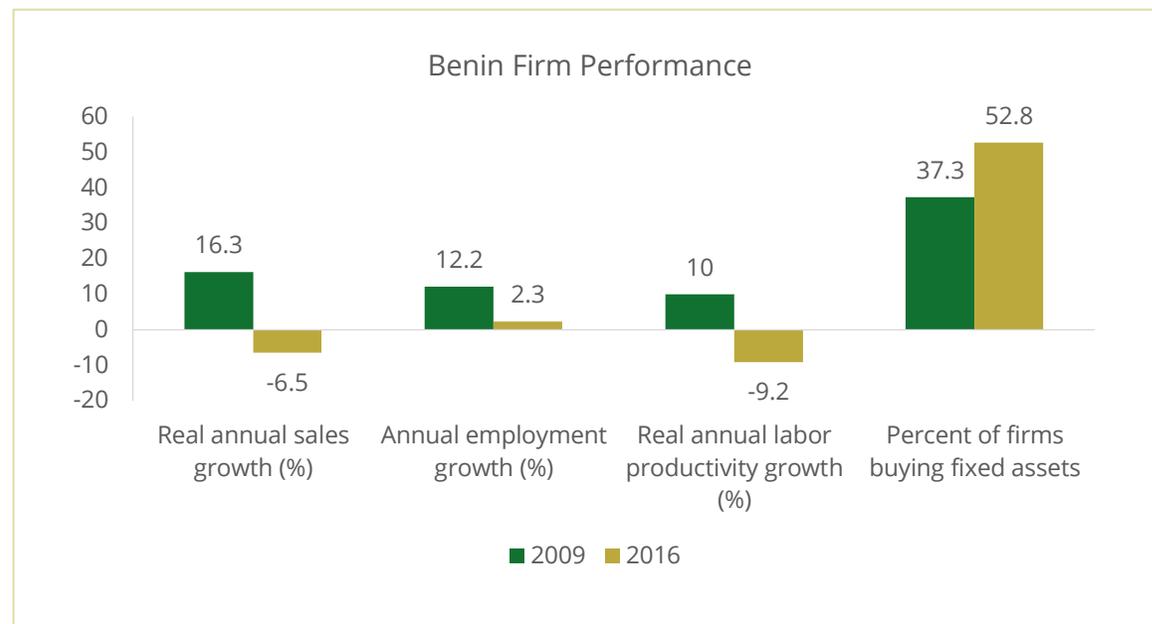
Les économies au niveau de développement du Bénin se transforment en absorbant les travailleurs dans de meilleurs emplois (généralement des emplois rémunérés) par le biais du processus de changement structurel. Le nombre d'emplois salariés qu'une économie génère est donc un indicateur clé de la qualité de son processus de croissance. Le Bénin est à la traîne par rapport aux pairs structurels en matière d'emplois salariés et les progrès ont été lents au cours des deux dernières décennies. Les entreprises formelles peinent à se développer et à créer les opportunités d'emploi permettant de sortir la main-d'œuvre des emplois à faible productivité et des emplois informels. En 2018, environ 90 % de l'emploi était informel, le troisième en importance en ASS. Les femmes sont surreprésentées : 95 % d'entre elles ont un emploi informel, contre 85 % des hommes, si l'on exclut le travail indépendant agricole, 5 sous-secteurs représentent 80 % des entreprises informelles et emploient 70% des travailleurs informels, la majorité dans le secteur des services (fabrication, hôtellerie, commerce de détail, transport, autres services).

### 20 Seuls 11 % des Béninois avaient un emploi formel en 2018



Source: UN statistics and author's calculations.

### 21 La croissance de l'emploi est la plus faible parmi les pairs, malgré l'augmentation des investissements en capital.



Source: World Bank Enterprise Survey (WBES) and authors' calculations.

## Au Bénin, les travailleurs informels sont entre 25 et 50% moins productifs que les travailleurs formels

Les travailleurs informels du Bénin sont moins productifs que les travailleurs formels, ce qui reflète des différences de dotations (telles que l'éducation) ainsi que d'opportunités.

Les travailleurs informels sont entre 20 et 40 % moins productifs que les travailleurs formels au Bénin ([annexe 11](#)). Environ la moitié de l'écart de productivité s'explique par les dotations des travailleurs (telles que l'âge, le sexe, l'éducation et la localisation), ce qui suggère que l'emploi salarié attire des individus mieux équipés. Les rendements de l'éducation, par exemple, sont jusqu'à deux fois plus élevés pour les travailleurs du secteur formel. Parmi les travailleurs du secteur informel, les hommes sont un quart plus productifs que les femmes, ce qui suggère des [écarts importants entre les sexes](#) (chapitre II). L'autre moitié du différentiel de productivité suggère que les travailleurs formels utilisent mieux leurs dotations. Cela pourrait être dû à leur capacité d'investir dans des niveaux plus élevés de capital par travailleur, par exemple.

Un niveau élevé d'informalité est coûteux pour les gouvernements, les entreprises et les travailleurs, car il peut empêcher l'innovation, l'approfondissement financier, la mobilisation des recettes nationales et le développement des compétences.

Les détails de la relation entre l'informalité et la productivité se trouvent dans [l'encadré 1.4](#) et [l'annexe 8](#) explique comment l'informalité affecte d'autres moteurs économiques au Bénin.

22

### Décomposition Blinder-Oaxaca de l'écart d'informalité dans la productivité

#### Salaires horaires logarithmiques moyens

• Travailleurs formels	6.1
• Travailleurs informels	5.3
• Différence (écart de productivité brut)	83.9 %
• Expliqué partie par partie par les caractéristiques	40.4 %
• Partie inexpliquée (Écart de productivité ajusté)	34.3 %
• Interaction des deux parties	9.1 %

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1. Coefficients des ménages utilisés en conséquence.

#### Consommation moyenne logarithmique par habitant

• Travailleurs formels	13.5
• Travailleurs informels	12.6
• Différence (écart de productivité brut)	83.6 %
• Expliqué partie par partie par les caractéristiques	64.8 %
• Partie inexpliquée (Écart de productivité ajusté)	48.2 %
• Interaction des deux parties	-29.4 %

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1. Coefficients des ménages utilisés en conséquence.

Source : Document de référence sur l'informalité et la productivité (Petreski 2021)

## Encadré 1.4 Informalité et productivité : Une relation complexe

**Tout porte à croire que les entreprises formelles sont beaucoup plus productives que les entreprises informelles.** Au Mozambique, les entreprises informelles vendent environ 14 fois moins et sont 2 à 3 fois moins productives ([Aga et al 2019](#)). Des théories concurrentes expliquent la prévalence de l'informalité. Certaines soulignent les coûts de la formalisation, tels que la conformité réglementaire et les charges fiscales ([Loayza 2002](#)), tandis que d'autres mettent en avant les différentes caractéristiques des entreprises informelles (éducation, compétences, attitudes managériales). Il existe une forte relation avec la production économique, l'informalité étant particulièrement répandue dans les pays à faible revenu (LIC) mais diminuant à mesure que les pays s'enrichissent ([La Porta et Schleifer 2014](#)). L'informalité étant à la fois une cause et une conséquence du manque de développement économique et institutionnel, elle crée des incitations négatives et des inefficacités productives (notamment en limitant la capacité d'investissement du secteur public et le développement d'un secteur financier national - plus de détails sur le Bénin à l'[annexe 8](#)), tout en constituant une source d'emploi dans des contextes de faible productivité et de faible capacité.

Les causes de l'informalité sont complexes et interdépendantes. Les stratégies de formalisation doivent donc être larges et inclure la flexibilisation des marchés du travail, la réforme des systèmes de protection sociale, l'augmentation de la productivité du travail, l'efficacité du cadre réglementaire et du système judiciaire, et la rationalisation du système fiscal ([Loayza 2018](#)). Toute politique en faveur du secteur informel visant à accroître la productivité devrait être fondée sur une analyse minutieuse des déterminants de la productivité des entreprises informelles et formelles. En outre, toutes les entreprises ne sont pas les mêmes. [Benhassine et al. \(2018\)](#) ont montré pour le Bénin que certaines entreprises informelles sont plus proches des entreprises formelles, et que ce groupe d'entreprises est plus susceptible de bénéficier davantage des incitations à la formalisation que les autres entreprises. Plus précisément, ils constatent que la formalisation était plus probable parmi les propriétaires d'entreprises masculins, ceux qui ont plus d'éducation, ceux qui opèrent en dehors du plus grand marché de Cotonou ([Dantokpa](#)), et ceux qui ont été classés ex ante comme étant plus similaires aux entreprises formelles.

# La croissance limitée de la productivité dans les services n'a pas permis de soutenir la transformation économique, malgré l'évolution de l'emploi

La croissance de l'emploi s'est accélérée dans l'industrie et les services par rapport à l'agriculture depuis les années 2000, ce qui a entraîné une diminution de la part de l'agriculture dans l'emploi total : entre 2011 et 2018, elle est passée de 44,7 % à 41 %, pour être au même niveau que les services.

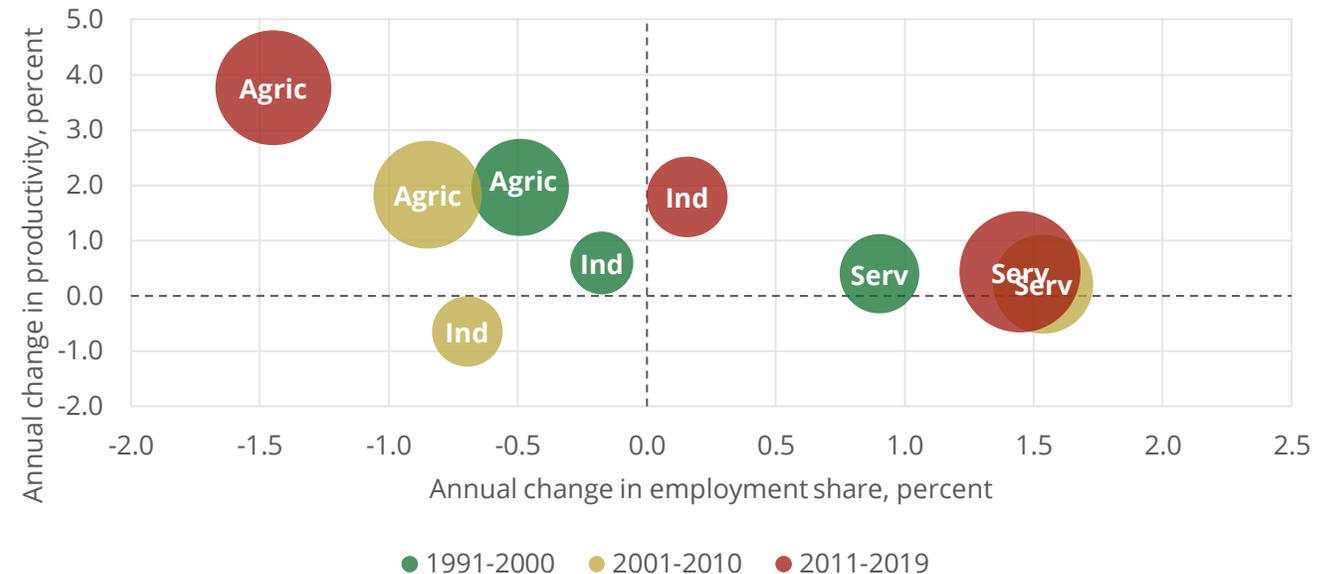
Mais ce changement n'a été que marginalement suivi d'une modification de la structure de la production. L'agriculture représentait 25,8 % du PIB en 2019, un niveau quasiment inchangé depuis deux décennies. La valeur ajoutée intérieure dans le secteur manufacturier reste faible, et sa contribution à la valeur ajoutée s'est réduite au profit des services, principalement dans le secteur non échangeable. Les exportations de services en 2019 étaient les plus faibles des pairs structurels du Bénin et inférieures au niveau attendu compte tenu de son PIB par habitant. Dans l'ensemble, le secteur tertiaire n'a pas réussi à créer les emplois salariés à plus forte productivité nécessaires pour soutenir le processus de transformation structurelle.

Avec les politiques appropriées, les services pourraient être un moteur du changement structurel, le secteur assumant un rôle de catalyseur de la productivité de l'ensemble de l'économie ([encadré 1.5](#)).

23

L'emploi s'est progressivement déplacé vers les services et l'industrie, mais avec une croissance plus faible de la productivité

Correlation Between Change in Sectoral Productivity and Employment Shares, by Period



Source : WDI, OIT et calculs des auteurs. Notes : la taille des cercles représente le nombre total d'employés dans chaque secteur.

## Encadré 1.5 Le développement axé sur les services peut-il être une voie pour le Bénin ?

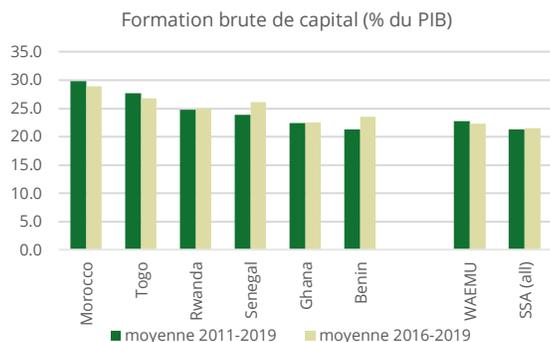
**La voie traditionnelle du développement économique impliquait un changement structurel dirigé par l'industrie manufacturière, mais de plus en plus, les faits montrent que les services peuvent être une option crédible.** Certains des gains de développement les plus importants de l'histoire ont été associés à l'industrialisation et peu de pays ont atteint des niveaux de revenu élevés sans développer une base manufacturière. Les économies d'Asie de l'Est ont connu une expansion rapide de l'industrie manufacturière pendant leur période de décollage, par exemple. Ce processus reposait sur des économies d'échelle, l'accès à de vastes marchés internationaux, l'innovation et les liens, ainsi que sur la capacité de tirer parti d'une main-d'œuvre relativement peu qualifiée grâce au capital. *Le développement axé sur les services pourrait-il constituer une autre option ?*

Au niveau mondial, la capacité des secteurs des services à fournir le double avantage de la croissance de la productivité et de la création d'emplois à grande échelle pour les personnes relativement peu qualifiées s'accroît. Le progrès technologique pourrait élargir l'échangeabilité de certains services et les pays à faible revenu pourraient connaître une croissance plus rapide en exploitant leur avantage comparatif révélé dans les services. L'accumulation de capital qui augmente le travail n'est pas rare dans certains secteurs de services tels que les services de transport et de télécommunication. Les liens avec d'autres secteurs ont également augmenté. Le commerce des biens comprend de plus en plus d'intrants intermédiaires provenant des industries de services, la part des services dans le commerce à valeur ajoutée étant passée de 31 % à 43 % entre 1980 et 2009 - un résultat de l'utilisation en amont et en aval des services dans la production ([Banque mondiale 2020](#)).

Le secteur des services pourrait être plus prometteur que certaines industries manufacturières à l'avenir, notamment parce qu'il assume le rôle essentiel de catalyseur de la productivité de l'économie. L'identification des priorités politiques qui améliorent les performances en matière de commerce, de technologie, de formation et de ciblage (4T) peut contribuer à faire du développement axé sur les services un moteur du changement structurel. Pour les décideurs politiques des pays en développement, la question n'est pas de savoir s'il s'agit de l'industrie manufacturière ou des services, mais de reconnaître que le potentiel des services à contribuer à la productivité et à l'emploi est en augmentation - et qu'ils doivent agir pour en tirer parti.

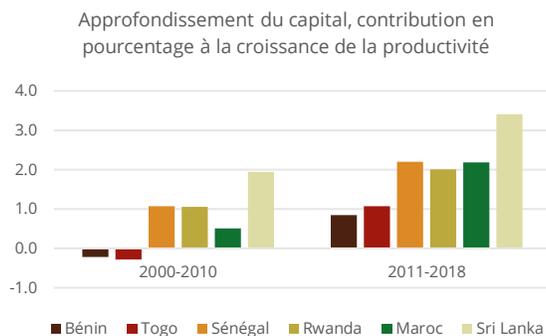
## Investissement et adéquation des fonds propres

### 24 L'investissement a augmenté mais reste légèrement inférieur aux comparateurs...



Source : WDI, Notes : l'investissement total est représenté par la formation brute de capital.

### 25 ...et il n'a pas réussi à soutenir la croissance de la productivité



Source : Dieppe et al. 2020

### 26 Le stock de capital est faible par rapport à la plupart des autres pays

	SSA	Bénin	Togo	Rwanda	Sénégal	Ghana	Maroc
<b>Entrées (2015-2018)</b>							
Stock de capital total (% du PIB)*	113	122	160	96,3	135,7	349	711
Investissement public (% du PIB)	4,3	4,96	8,9	n/a	6,7	n/a	n/a
Investissement total (% du PIB)	20,9	22,3	18,7	27,6	24,7	24,9	28,9
<b>Sorties (2015-2018)</b>							
Accès à l'électricité (% pop)	45,9	38,2	47,97	30,2	63,4	79,1	99,8
Accès à Internet (% pop)	21,1	17,4	10,3	19,9	32,9	32,88	60,4
Accès à l'eau potable (% pop rurale)	65,8	58,1	47,3	51,9	68,5	66,8	69,7
Qualité des infrastructures (1-7)	3,3	2,4	n/a	4,7	3,2	3,7	4,7
Qualité des routes (1-7)	4,4	2,9	n/a	4,7	3,7	3,5	4,5

Source : WDI, WEF, Investment and Capital Stock Dataset du FMI (2019) et calculs des auteurs. Remarque : dans la carte thermique, la couleur verte (rouge) représente le pays ayant la meilleure (pire) valeur pour chaque indicateur. Le stock de capital total est estimé uniquement pour 2015-2017.

## 1.2.2 L'accumulation de capital peut être améliorée

**Capital physique.** L'investissement total du Bénin n'a cessé d'augmenter depuis 2010, tiré par l'investissement du secteur privé (qui représente près de 80 % du total). En moyenne entre 2016 et 2019, la part de l'investissement dans le PIB était supérieure à la moyenne régionale, à 23,6 % contre 22,3 % dans l'UEMOA et 21,5 % en ASS.

**Malgré cette augmentation soutenue, la qualité du stock de capital reste faible.** La qualité globale des infrastructures est faible par rapport aux pairs, les infrastructures en amont telles que les transports, l'accès à l'électricité et à Internet étant à la traîne. Le plan d'action du gouvernement ([PAG 2016-2021](#)) a mis l'accent sur ces secteurs, mais les besoins sont importants (chapitre III). L'[approfondissement du capital](#) a progressé mais reste inférieur à celui des pairs. Cela suggère en partie des défaillances du marché et des investissements inadéquats, expliqués par la faible qualité de l'environnement des affaires et l'incapacité des entreprises formelles à se développer. En ce qui concerne le secteur public, une récente [évaluation PIMA du FMI](#) (2020) a révélé que l'efficacité de l'investissement public était faible, en raison de sa mauvaise qualité plutôt que de son volume et de sa couverture. Sur ce dernier point, le Bénin est proche des pays de comparaison. En revanche, le score du Bénin pour la composante qualité (0,71) est inférieur à la moyenne de l'UEMOA (0,84) et à celle de l'ASS (0,80). Si l'investissement public est un moteur essentiel de la croissance, il nécessite une gouvernance et un cadre institutionnel adéquats ([FMI 2020](#)).

**Attirer des financements adéquats dans les infrastructures est un défi.** Historiquement, l'investissement privé dans les infrastructures n'a pas contribué à plus de 0,3 % du PIB en moyenne en Afrique subsaharienne, une demi-douzaine de pays parvenant à attirer plus de 1 % du PIB. La majeure partie du financement privé est allée aux secteurs de l'énergie et des transports. Les faiblesses de l'environnement politique constituent la principale préoccupation pour la qualité des investissements publics et privés dans les infrastructures (chapitre III).

# Les marchés et les personnes nécessitent de meilleures connexions

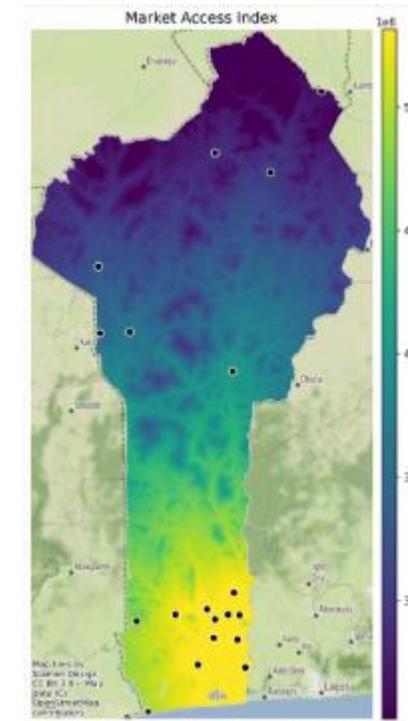
**Le soutien aux infrastructures de connexion est essentiel pour renforcer l'intégration des marchés, tant pour réduire les disparités régionales que pour s'intégrer aux pays voisins**

**En reliant le Bénin au reste du monde, les infrastructures et services de transport jouent un rôle clé dans le processus de transformation structurelle et de création d'emplois.** Les améliorations de l'accès aux marchés ont été liées à une croissance plus élevée du PIB. L'intégration des infrastructures physiques est à la fois un précurseur et un catalyseur d'une intégration économique plus profonde, permettant ainsi aux pays de réaliser des économies d'échelle et d'exploiter les biens publics régionaux (Foster & Briceno-Garmendia 2010). La position géographique du Bénin en fait un nœud clé dans deux importants corridors régionaux : Dakar-Lagos et Cotonou-Niamey ; mais les coûts de transport réduisent sa compétitivité. Sur le plan intérieur, environ un tiers des entreprises béninoises interrogées en 2019-2020 ont jugé faible la qualité des infrastructures de transport (CCI 2020). Si les routes du Bénin augmentent les coûts du commerce et réduisent les avantages de sa situation géographique, il est tout aussi crucial de se concentrer sur les services de transport et les politiques complémentaires en matière de facilitation du commerce pour accroître le bénéfice des investissements dans les infrastructures (Lebrand à paraître).

Le fait de mieux relier les personnes et les marchés et de fournir un accès aux services et aux commodités devrait également réduire la distance économique entre les régions et soutenir la croissance de la productivité. Seuls 23 % de la population rurale ont accès à une route goudronnée, l'accessibilité limitée entravant également l'accumulation de capital humain (chapitre III ; Banque mondiale 2021). Par exemple, seulement 54 % des femmes dans les zones rurales ont eu au moins 4 visites de soins prénataux, contre 66 % dans les villes. L'infrastructure routière et les services de transport limités sont une contrainte bien documentée à cet égard.

27

**Il existe encore de grandes inégalités régionales en termes d'accès aux marchés au sein du Bénin (2020)**



Source : WorldPop, Open Street Map et calculs des auteurs - Ghost Team WB. Notes : Ce chiffre représente l'accès au marché, estimé en fonction de la qualité des infrastructures de transport et de l'accès aux villes (maillage de la population).

## L'amélioration de l'accumulation du capital humain et la réduction des écarts entre les sexes pourrait davantage stimuler la croissance

**Le développement équitable du capital humain est à la fois le moyen et la finalité du progrès social et économique.**

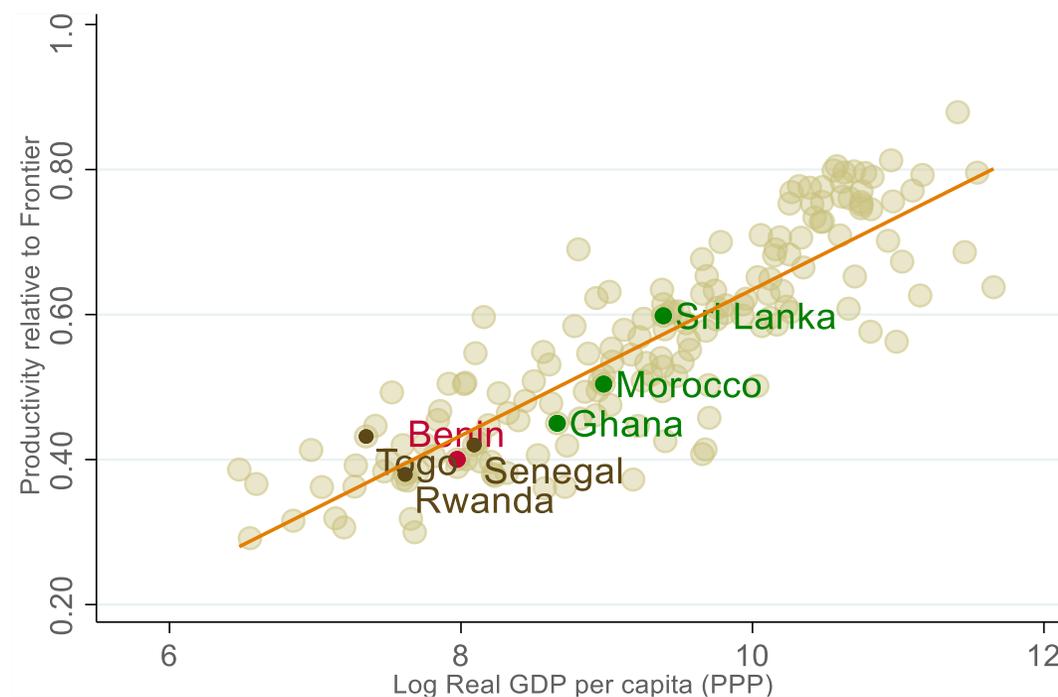
On estime qu'un enfant né au Bénin en 2020 sera, une fois adulte, 41 % aussi productif qu'il aurait pu l'être s'il avait bénéficié d'une éducation complète et d'une bonne santé. Ce chiffre est de 60 % au Sri Lanka, le pair aspirationnel le plus performant ([indice du capital humain, ICH, 2020](#)).

Alors que les hommes et les femmes obtiennent des scores similaires au Bénin, les femmes dépassent les hommes dans tous les autres pays pairs, à l'exception du Togo. Les écarts entre les sexes en matière de capital humain se reflètent également dans l'accès aux opportunités économiques. Parmi la population active en âge de travailler (15-64 ans), la participation des femmes (57,5%) était inférieure d'au moins 12 pp à celle des hommes (69,5%). En outre, le taux de participation des femmes cache de grandes inégalités dans la qualité des emplois qu'elles occupent. Le Bénin se classe 123e sur 156 économies étudiées pour l'indice d'écart entre les sexes ([WEF 2021](#)), ce qui indique la persistance d'écarts importants entre les sexes dans tous les domaines.

Le chapitre II (Dividende démographique) explore les écarts généralisés entre les sexes dans les domaines de l'éducation et de la santé et leurs implications économiques, masquées par l'ICH, en utilisant des enquêtes sur les ménages. Selon les estimations du chapitre II, la baisse de la fécondité et la réduction des écarts de productivité entre les sexes dans l'agriculture et les services sont associées à une augmentation supplémentaire de 0,35 pp de la croissance annuelle moyenne du PIB et à une augmentation supplémentaire de 0,81 pp de la croissance annuelle moyenne par habitant, sur la période 2022-2035.

28

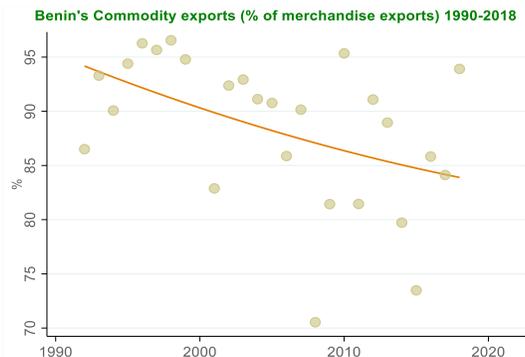
Productivité de la prochaine génération, mesurée par l'ICH



Source : WDI, HCI, WDR 2019 ; Notes : L'indice du capital humain est compris entre 0 et 1. L'ICH est mesuré en termes de productivité de la prochaine génération de travailleurs par rapport à la référence d'une éducation complète et d'une santé complète. Une économie dans laquelle le travailleur moyen atteint à la fois son plein potentiel de santé et d'éducation obtiendra une valeur de 1 sur l'indice.

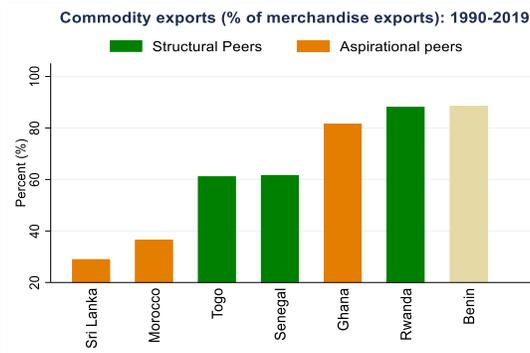
## L'intégration du Bénin dans les chaînes de valeur mondiales reste faible

### 29 La part des produits de base dans le panier d'exportation a diminué ...



Source : WDI et calculs des auteurs

### 30 ...mais il reste au-dessus de la plupart de ses pairs



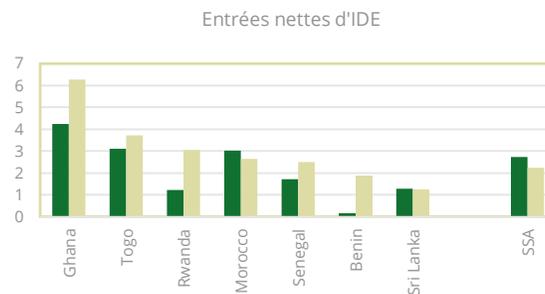
Source : WDI et calculs des auteurs

### 31 L'ouverture aux exportations de services est inférieure à celle de tous les pairs (2011-2018)



Source : WITS et calculs des auteurs

### 32 Les entrées nettes d'IDE restent inférieures à celles des autres pays



Source : WDI, WEO du FMI et calculs des auteurs.

## 1.2.3 La diversification économique et les liens complexes avec le marché mondial sont émergents

La faible croissance de la productivité et les opportunités limitées dans le secteur formel sont également liées à une intégration limitée dans le commerce mondial. Les exportations ont contribué positivement à la croissance au cours de la dernière décennie, et si le Bénin a parcouru un long chemin pour se diversifier en s'éloignant des exportations de coton (qui représentaient 60 % des exportations de marchandises en 2005 mais en représentent la moitié en 2019), les produits de base sont toujours prépondérants dans le panier des exportations (coton, noix de cajou). Ils représentaient plus de 70 % de l'ensemble des marchandises exportées par le secteur formel en 2019, soit plus que tous les pairs, à l'exception du Ghana et du Rwanda. En revanche, tout en augmentant légèrement, l'ouverture aux exportations de services reste la plus faible de tous les pairs, et plus faible que prévu compte tenu du niveau de revenu du Bénin.

Les exportateurs béninois sont en moyenne trois fois plus productifs que les entreprises comparables non exportatrices (chapitre IV), ce qui suggère que l'approfondissement de l'intégration commerciale, et la diversification dans les services et d'autres secteurs où le Bénin possède un avantage comparatif, pourraient soutenir la croissance future de la productivité et la création d'entreprises formelles. Le tracé de la complexité économique ([annexe 9](#)) et l'analyse de la diversification latente des activités commerciales du Bénin (chapitre IV) suggèrent que la diversification économique du Bénin - si elle est soutenue - pourrait appuyer le processus de croissance.

La faiblesse des IDE a également réduit les possibilités d'accroître la productivité. En dépit d'une augmentation impressionnante au cours de la dernière décennie, le montant des IDE attirés par le Bénin reste nettement inférieur à celui de la plupart de ses pairs structurels, ce qui réduit les possibilités de gains de productivité. L'expansion des chaînes de valeur mondiales (CVM) au cours des dernières décennies a soutenu la croissance de la productivité dans les pays en développement qui se sont intégrés aux marchés mondiaux ([Banque mondiale 2020b](#)). Les investissements directs étrangers (IDE) sont une caractéristique essentielle des chaînes de valeur mondiales et sont associés à des retombées en termes de productivité grâce à la disponibilité accrue d'intrants moins chers, de meilleure qualité ou plus variés.



## L'amélioration des relations avec le Nigéria est-elle la voie à suivre ?

### Le Nigéria est le marché d'exportation du Bénin qui connaît la plus forte croissance

Le Nigéria est le principal partenaire commercial du Bénin, et la destination de 25,2 % de ses exportations enregistrées en 2019. C'est le marché d'exportation du Bénin qui a connu la plus forte croissance au cours des cinq dernières années.

Le grand marché intérieur du Nigéria et sa politique commerciale protectionniste ont fait des ports des pays voisins d'Afrique de l'Ouest une porte d'entrée pour les *importations indirectes*. Le Bénin, par exemple, est l'un des plus grands importateurs de riz en ASS, le riz étant ensuite réexporté par la frontière terrestre vers le Nigéria (chapitre IV). [Goulub et al. \(2019\)](#) ont estimé que la réexportation vers le Nigéria représentait près de 45 % des exportations totales. La relation est toutefois plus complexe, avec des frontières poreuses et des liens ethniques qui durent depuis des générations.

Le Nigéria est également la principale source de carburant importé illégalement au Bénin (*kpayo*), représentant environ 85 % du carburant consommé.

La mise à niveau de ses activités commerciales avec le Nigéria et d'autres voisins pourrait soutenir le développement des exportations de services du Bénin et améliorer la valeur ajoutée intérieure et la croissance de la productivité. Elle contribuerait à normaliser une relation tendue après la [fermeture de la frontière de 2019-2020](#).

### Marchés d'exportation du Bénin connaissant la plus forte croissance (évolution en % 2014-2019)

Nigéria	716 %
Bangladesh	440 %
EAU	52.3 %

# CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE À REVENU INTERMÉDIAIRE

La voie du Bénin vers une croissance élevée et durable et la création d'emplois devrait se concentrer sur l'augmentation de la croissance de la productivité, tout en renforçant l'accumulation de capital humain et physique dans les domaines où les écarts sont les plus importants.

# 1.3

## La voie vers une économie mature à revenu intermédiaire

La théorie économique fournit une variété de récits sur les principales conditions nécessaires et les moteurs à long terme de la croissance. Au niveau de développement économique du Bénin, l'augmentation de la croissance de la productivité est importante, mais il en va de même pour l'amélioration de l'accumulation du capital humain et physique.

Ce rapport propose une analyse approfondie de trois domaines clés qui relèvent ces défis de manière interdépendante ([voir le cadre analytique](#)) :

- 1) Le Bénin pourrait bénéficier du *dividende démographique* en se concentrant sur le capital humain, en réduisant les écarts entre les sexes pour accélérer la baisse des taux de fécondité, et en intégrant les femmes et les jeunes dans un marché du travail de meilleure qualité (chapitre II).
- 2) L'amélioration des infrastructures et des services de transport peut constituer l'épine dorsale d'une économie compétitive, en reliant les personnes et les marchés, en réduisant la distance économique et en créant des économies d'agglomération qui catalyseront les opportunités pour les entreprises et les travailleurs (chapitre III).
- 3) Une plus grande intégration commerciale et la facilitation des investissements créateurs d'emplois par le secteur privé pourraient être un moteur de la diversification économique (chapitre IV).

La construction d'une économie à revenu moyen n'est pas possible si le changement climatique est ignoré ([Annexe 10 - protéger les actifs du capital naturel](#)). Il est essentiel pour le Bénin de créer des richesses sans épuiser son capital naturel renouvelable, alors qu'il se dirige vers des niveaux de revenus plus élevés ([Changing Wealth of Nations](#), 2021). Les opportunités d'une croissance plus verte sont examinées dans une analyse complémentaire (*Renforcer les politiques fiscales liées au climat*).

## Cadre analytique Bénin CEM 2.0

Une croissance par habitant plus élevée

**Travail et  
Capital humain**

Développement de l'éducation et des compétences, politique du marché du travail, incitations et opportunités de travail, **réduire les écarts entre les sexes, améliorer l'accès à la santé**

**Capital physique**

Efficacité des investissements, **meilleure intégration du marché avec les infrastructures et les services de transport**, accès à l'eau et à l'énergie, développement numérique,

**Structure  
économique  
et entreprises**

**Diversification, intégration commerciale, environnement commercial** et réglementation, approfondissement financier.

**Capital naturel**

Protection et gestion des actifs du capital naturel, transition vers une économie à faible intensité carbonique

Les fondements : Stabilité macroéconomique, institutions et gouvernance

# RÉFÉRENCES

- Aga, Gemechu A.; Campos, Francisco Moraes Leitao; Conconi, Adriana; Davies, Elwyn Adriaan Robin; Geginat, Carolin. 2019. *Informal Firms in Mozambique : Status and Potential*. Washington, D.C. : World Bank Group.
- Benhassine, N., McKenzie, D., Pouliquen, V., & Santini, M. (2018). Does inducing informal firms to formalize make sense? Experimental evidence from Benin. *Journal of Public Economics*, 157, 1-14.
- Bensassi, S., Jarreau, J., & Mitaritonna, C. (2019). Regional integration and informal trade in Africa: Evidence from Benin's borders. *Journal of African Economies*, 28(1), 89-118.
- Christiaensen L., Beegle, K. *Accelerating Poverty Reduction in Africa*, 2019, World Bank Group.
- Dasgupta, Sukti and Ajit Singh. 2006. "Manufacturing, Services and Premature Deindustrialization in Developing Countries", WIDER Research Paper No. 2006/49.
- Diao, Xinshen, Ellis, Mia, McMillan, Margaret and Dani Rodrik. 2021. "Africa's Manufacturing Puzzle: Evidence from Tanzanian and Ethiopian Firms", CEPR Discussion Paper No. DP15650.
- Dieppe, A., S. Kilic Celik, and G. Kindberg-Hanlon. 2020. "Global Productivity Trends." In *Global Productivity: Trends, Drivers, and Policies*, edited by A. Dieppe. Washington, DC: World Bank.
- Foster, Vivien; Briceno-Garmendia, Cecilia. 2010. *Africa's Infrastructure : A Time for Transformation : A Time for Transformation*. Africa Development Forum. World Bank. © World Bank.
- Golub, S. S., Mbaye, A. A., Diop, C. A., & Igué, J. O. (2019). *BENIN'S INFORMAL TRADING*.
- Hausmann, R., Hidalgo, C. A., Bustos, S., Coscia, M., & Simoes, A. (2014). *The atlas of economic complexity: Mapping paths to prosperity*. MIT Press.
- IMF (2020a) Baum, Anja, Tewodaj Mogues, and Genevieve Verdier. "Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment (2020): 30.
- Kruse, Hagen, Mensah, Emmanuel, Sen, Kunal and Gaaitzen de Vries. 2021. "A Manufacturing Renaissance? Industrialization trends in the developing world", WIDER Working Paper 2021/28.
- La Porta, R. and Shleifer, A., 2014. Informality and development. *Journal of Economic Perspectives*, 28(3), pp.109-26.
- Loayza, N. 1999. *The economics of the informal sector: a simple model and some empirical evidence from Latin America*. The World Bank.
- Loayza, N. 2018. *Informality : Why Is It So Widespread and How Can It Be Reduced?* (English). Research & Policy Briefs; Washington, D.C. : World Bank Group.
- Matta, Samer. 2018. "Dynamic Benchmarking Tool." *MTI Online Tools*.  
<https://worldbankgroup.sharepoint.com/sites/MFM/Documents/Tools/Presentation.pdf>

# RÉFÉRENCES

- Nayyar G., Hallward-Driemeier M, Davies E., *Services-led-Development: In the Service of Development?*, World Bank, *forthcoming*
- Perry, G. E.; Maloney, W F.; Arias, O S.; Fajnzylber, P; Mason, A D.; Saavedra-Chanduvi, J. 2007. *Informality: Exit and Exclusion*. World Bank Latin American and Caribbean Studies;. Washington, DC: World Bank. © World Bank.
- Petreski, M. 2021, *Productivity-informality nexus in Benin*, background paper for Benin CEM 2.0.
- Rodrik, Dani. 2016. "Premature Deindustrialisation", *Journal of Economic Growth*. 21: 1-33.
- Schwartz, M. G., Fouad, M. M., Hansen, M. T. S., & Verdier, M. G. (Eds.). (2020). *Well spent: how strong infrastructure governance can end waste in public investment*. International Monetary Fund.
- Syverson, C. (2011). What determines productivity?. *Journal of Economic literature*, 49(2), 326-65.
- Van den Boogaerde, P., & Tsangarides, C. G. (2005). Ten years after the CFA franc devaluation: progress toward regional integration in the WAEMU.
- World Bank. 2016. *Enterprise surveys: Benin 2016 Country Profile*.
- World Bank. 2020a. *Benin Digital Development Diagnostic*.
- World Bank. 2020b. *World Development Report 2020: Trading for Development in the Age of Global Value Chains*
- World Bank. 2021. *Connectivity for Human Capital : Realizing the Right to Education and Healthcare through Improved Public Transport in African Cities. Mobility and Transport Connectivity*. World Bank, Washington, DC. ©

# TERMES ET DÉFINITIONS

<b>Approfondissement du capital</b>	Une situation dans laquelle le capital par travailleur augmente dans l'économie. On parle également d'augmentation de l'intensité du capital. L'approfondissement du capital est souvent mesuré par le taux de variation du stock de capital par heure de travail.
<b>Dividende démographique</b>	Processus de croissance économique accélérée qui peut résulter de l'amélioration de la santé reproductive, d'une baisse rapide de la fécondité et du changement subséquent de la structure d'âge de la population. Avec moins de naissances chaque année, la population en âge de travailler d'un pays augmente par rapport à la jeune population dépendante. Avec plus de personnes dans la population active et moins d'enfants à charge, un pays dispose d'une fenêtre d'opportunité pour la croissance économique si les marchés du travail peuvent générer des opportunités d'emploi de haute qualité.
<b>Écart entre les sexes</b>	Une disparité relative entre les personnes de sexe différent se reflète dans une variété de secteurs dans de nombreuses sociétés. Il existe des différences entre les hommes et les femmes qui se reflètent dans les réalisations ou les attitudes sociales, politiques, intellectuelles, culturelles, scientifiques ou économiques.
<b>Informalité</b>	Terme utilisé pour décrire l'ensemble des entreprises, des travailleurs et des activités qui opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire ou en dehors de l'économie moderne (Perry et al 2007). Il désigne des activités allant des entreprises légalement constituées aux travailleurs exerçant des activités de subsistance, mais ces dernières sont plus répandues.
<b>Décomposition de la croissance de la productivité du travail</b>	La croissance de la productivité du travail peut être décomposée en gains de productivité intra-sectoriels, en gains intersectoriels dus aux transferts d'emplois des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité, et en gains dynamiques tenant compte de l'interaction entre les gains intra et intersectoriels.
<b>Fermeture de la frontière du Nigéria</b>	La période entre août 2019 et décembre 2020, durant laquelle le Nigéria a fermé unilatéralement sa frontière terrestre avec ses voisins.
<b>Décomposition Blinder-Oaxaca</b>	La méthode de décomposition Oaxaca-Blinder permet de décomposer l'écart d'informalité en deux composantes principales : le l'effet de dotation et l'effet structurel. L'effet de dotation désigne la partie de l'écart qui résulte des différences entre les deux groupes en termes de <i>facteurs de production</i> tels que l'âge, les caractéristiques familiales, le caractère rural ou urbain, etc. L'effet structurel saisit les rendements des ressources. Cette partie de l'écart résulte des différences dans ce qui est obtenu à partir d'une quantité donnée d'un facteur de production.
<b>Productivité totale des facteurs</b>	Une mesure de l'efficacité productive en ce sens qu'elle mesure la quantité de production pouvant être réalisée à partir d'une certaine quantité d'intrants. La <i>décomposition standard de Solow</i> permet d'estimer si le capital ou le travail sont les moteurs de la croissance économique, ou si celle-ci est due à une utilisation plus efficace de ces intrants (estimée comme résiduelle).
<b>Classification des pays de la Banque mondiale par niveau de revenu</b>	Les classifications des pays de la Banque mondiale par niveau de revenu (2020-2021) classent les économies du monde dans les quatre groupes de revenu suivants, sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant (USD actuels basés sur les taux de change de <a href="#">la méthode Atlas</a> ) : pays à faible revenu (< 1 036), pays à revenu intermédiaire inférieur (de 1 036 à 4 045), pays à revenu intermédiaire supérieur (de 4 046 à 12 535) et pays à revenu élevé (> 12 535). En Afrique subsaharienne, les pays à revenu élevé (PRI) comprennent l'île Maurice et les Seychelles, et les pays à revenu intermédiaire supérieur (PRI) comprennent le Botswana, le Gabon, la Guinée équatoriale, la Namibie et l'Afrique du Sud.

# ANNEXES

Chapitre I. Accélérer la dynamique de croissance et créer de meilleurs emplois

# 1. Critères de sélection des pairs structurels et aspirationnels

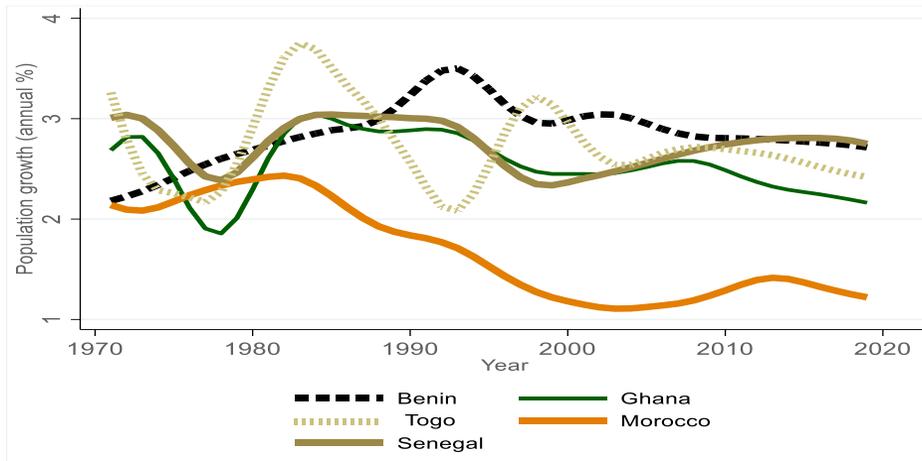
	Niveau de revenu	PIB par habitant (en dollars constants de 2010)	Population (millions) 2019	Commerce (% du PIB)	Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)	ICH	CPIA
<b>Bénin</b>	Revenu moyen inférieur	1,260	11.9	63.7	26.9	0.4	3.6
<b>Pair(s) structurel(s) : PFR et PRFM, CPIA&gt;=3.3, Population 10-50</b>							
Rwanda	Faible revenu	905	12.6	53.7	24.1	0.4	4.0
Togo	Faible revenu	695	8.02	71.2	22.8	0.4	3.3
Sénégal	Revenu intermédiaire inférieur	1584	16.2	60.5	14.8	0.4	3.7
<b>Pairs aspirationnels : + ICH&gt;=0.5 ; PIB par habitant &lt;5000</b>							
Ghana	Revenu intermédiaire inférieur	1884	30.4	71.4	17.3	0.5	3.6
Maroc	Revenu intermédiaire inférieur	3396	36.4	87.5	11.4	0.5	.
Sri Lanka	Revenu intermédiaire inférieur	4011	21.8	52.4	7.5	0.6	3.5

Source : WDI, Open Data Banque mondiale ; Notes : L'ICH est l'indice du capital humain, qui varie entre 0 et 1. Une économie dans laquelle le travailleur moyen atteint son plein potentiel en matière de santé et d'éducation obtiendra une valeur de 1 sur l'indice. Le CPIA est l'évaluation des politiques et des institutions nationales de la Banque mondiale, qui va de 1 à 6, 6 étant la valeur la plus élevée et dénotant une meilleure qualité des institutions.

## 2. La population du Bénin continue de croître rapidement

Au milieu de l'année 2019, le Bénin comptait 11,7 millions d'habitants, avec une croissance de 3 %, plus rapide que celle du Ghana (2,2 %), du Togo (2,4 %), du Maroc (1,2 %) et du Sri Lanka (0,6 %).

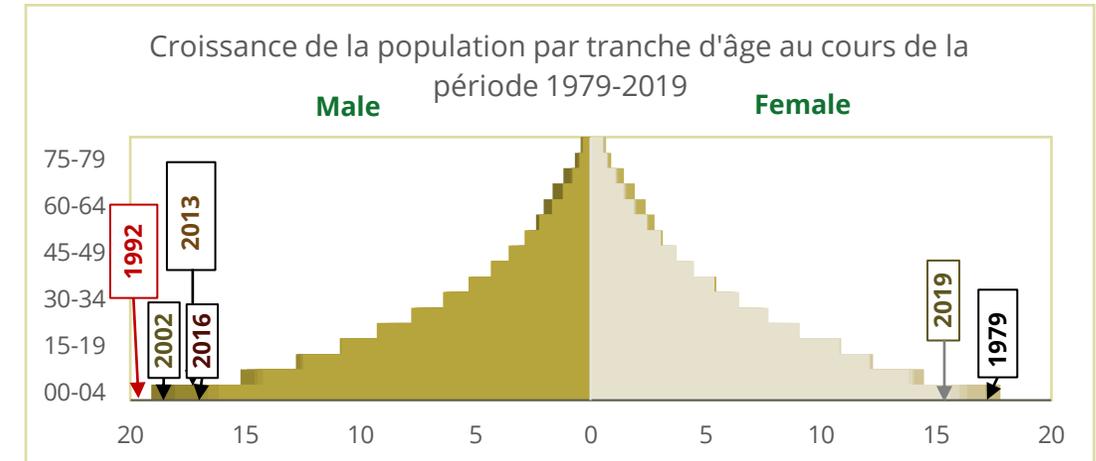
**A1** Depuis les années 1990, la croissance démographique est la plus forte parmi les pairs.



Source : WDI et calculs de l'auteur

La pyramide des âges se rétrécit légèrement chez les plus jeunes (moins de 15 ans) et les plus âgés (55 ans et +), avec davantage de jeunes de 15 à 30 ans entrant sur le marché du travail.

**A2** La population du Bénin est majoritairement jeune, avec 48% de moins de 15 ans.

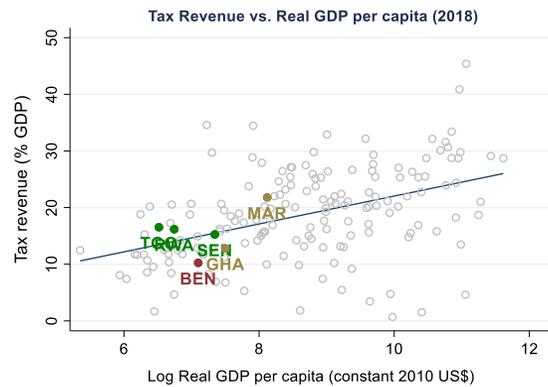


Source : Statistiques de l'ONU et calculs des auteurs

## Le renforcement de la mobilisation des recettes intérieures et l'optimisation du budget peuvent stimuler les performances de croissance.

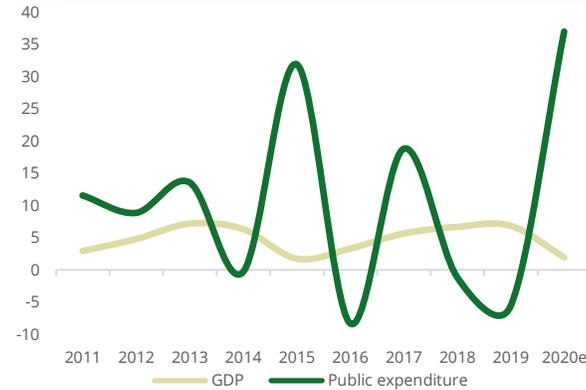
## 3. Comment améliorer les politiques fiscales ?

### A3 Le niveau d'imposition reste insuffisant



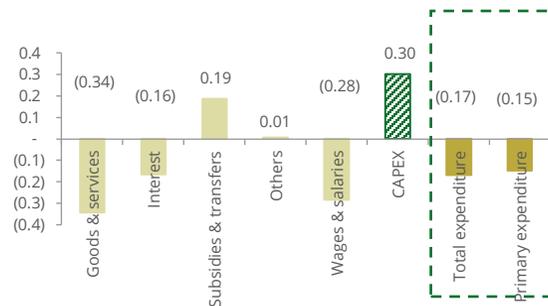
Source : WEO du FMI et calculs des auteurs.

### A4 La forte hausse récente des dépenses sont peu corrélés aux performances de croissance...



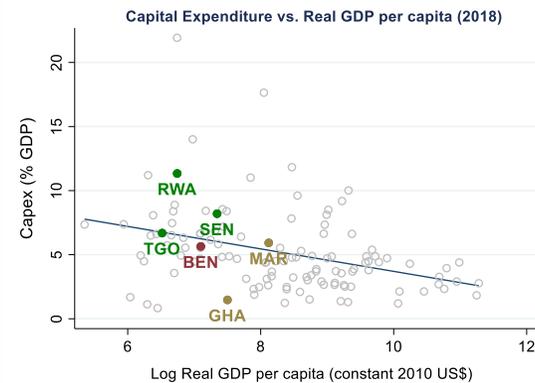
Source : Autorités béninoises et calculs des auteurs.

### A5 Les dépenses d'investissement déterminent le comportement procyclique des dépenses publiques...



Source : Autorités béninoises et calcul des auteurs à partir des dépenses publiques 2011-2017.

### A6 ...alors que son niveau reste faible pour une économie en développement



Source : MFMOD et calcul des auteurs.

Les recettes totales ont été maintenues à un niveau relativement stable mais faible. Les recettes intérieures totales sont restées relativement stables, les mouvements étant principalement dus aux variations des recettes fiscales : elles ont diminué depuis 2012 avant de rebondir lentement en 2016, sans jamais atteindre le niveau du début des années 2010. La part des recettes totales et des dons dans le PIB a été en moyenne de 14 % (2010-20), ce qui est inadapté au niveau de revenu du Bénin : elle est inférieure à la moyenne des PFR (18 % en 2017) et très inférieure à la moyenne des PFR-PRI (26,19 % en 2017).

Les dépenses publiques ont connu un essor récent bien que leurs variations soient peu corrélées à celles du PIB en raison de dépenses d'investissement limitées. Malgré la contrainte liée à la faible mobilisation des recettes, les dépenses ont bondi depuis 2015 et ont atteint une moyenne de 17 % (contre 14 % au cours de la période 2010-2014). Bien qu'elles représentent une part relativement élevée des dépenses totales (30 % en moyenne sur la période 2010-2020), les dépenses d'investissement en pourcentage du PIB restent extrêmement faibles (4,8 % sur la période 2010-2020), ce qui est encore une fois inadapté au niveau de revenu actuel du pays (les dépenses d'investissement sont inversement proportionnelles au niveau de revenu, et les pays en développement ont généralement une part plus élevée de dépenses d'investissement dans le PIB).

Le Bénin bénéficierait d'un niveau plus élevé et stable de dépenses sociales et d'investissement, soutenu par une source de revenus stable. À cette fin, une meilleure mobilisation des recettes intérieures sera la clé. Le Bénin doit continuer à réduire sa dépendance à l'égard des recettes douanières issues du commerce de transit avec le Nigéria (chapitre IV), vulnérables aux chocs extérieurs et aux cycles politiques du pays voisin, et élargir son assiette fiscale intérieure pour accroître sa capacité de dépense. Depuis 2017, le gouvernement a démontré son engagement envers le programme de mobilisation des recettes intérieures en élaborant un nouveau plan *d'orientation* stratégique *de l'administration fiscale (POSAF)*. L'effort de modernisation de l'administration fiscale par le biais de systèmes de paiement électronique a débuté en 2016 dans le cadre du projet Programme d'Appui à la mobilisation des recettes au Bénin (PAARIB). Des programmes de civilité fiscale ont également été mis en place récemment. L'élargissement de l'assiette fiscale se fera par le développement d'un secteur privé formel dynamique et le changement structurel.

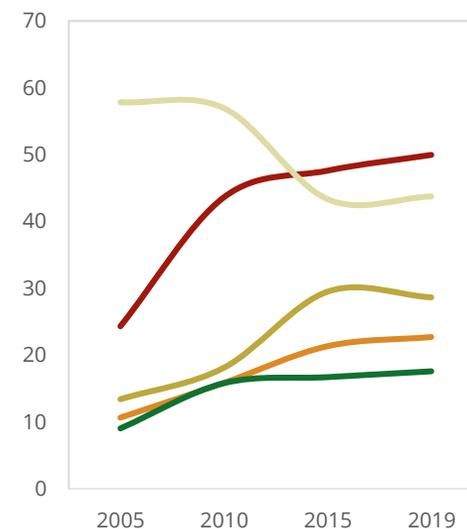
## 4. Quel est le moteur de la croissance de l'investissement privé ?

**Si le crédit intérieur au secteur privé et l'IDE ont augmenté depuis la première décennie des années 2000, les niveaux restent bien inférieurs à ceux des pays pairs**

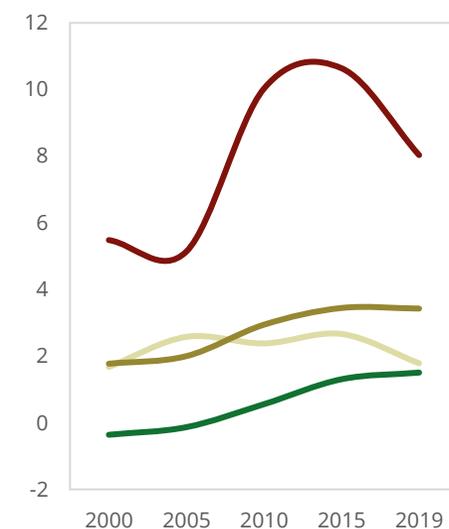
**Le crédit au secteur privé a bondi** de 9,8 % dans la première décennie des années 2000, à 16,7% sur la période 2011-2019. Cette augmentation régulière est liée à la hausse de l'épargne, à la diversification des financements publics, et à la modification en 2011 de l'Acte uniforme OHADA sur les opérations garanties, qui a contribué à améliorer la base juridique administrative des garanties. Pourtant, malgré un quasi-doublement, il reste faible par rapport à la moyenne de l'ASS (46,5% sur 2011-2019) ou à un pays comme le Maroc (89,2%).

**Les entrées d'IDE stimulent également la croissance de l'investissement privé, mais restent faibles.** Les entrées nettes d'IDE ont représenté en moyenne 1,9 % du PIB sur la période 2011-2019. S'il s'agit d'une augmentation importante par rapport à la période 1992-2009 (où ils étaient proches de zéro), ce chiffre reste inférieur à la moyenne de l'ASS (2,3 %) et fait pâle figure face à des pays comme le Togo (3,7 %) et le Ghana (6,3 %). La majeure partie des investissements directs entrants provient de la France, qui représente 40 %, suivie par les investissements des pays de la région (Togo et Côte d'Ivoire). L'industrie du coton, le port de Cotonou, les télécommunications, l'agriculture, l'énergie et l'industrie du ciment offrent les meilleures perspectives et sont les principaux moteurs économiques de l'investissement. Les investissements directs à l'étranger en provenance du Bénin sont limités et principalement orientés vers la France (43%).

**Crédit intérieur au secteur privé 2005-2019 (% du PIB)**



**Flux nets d'IDE 2005-2019 (% du PIB)**



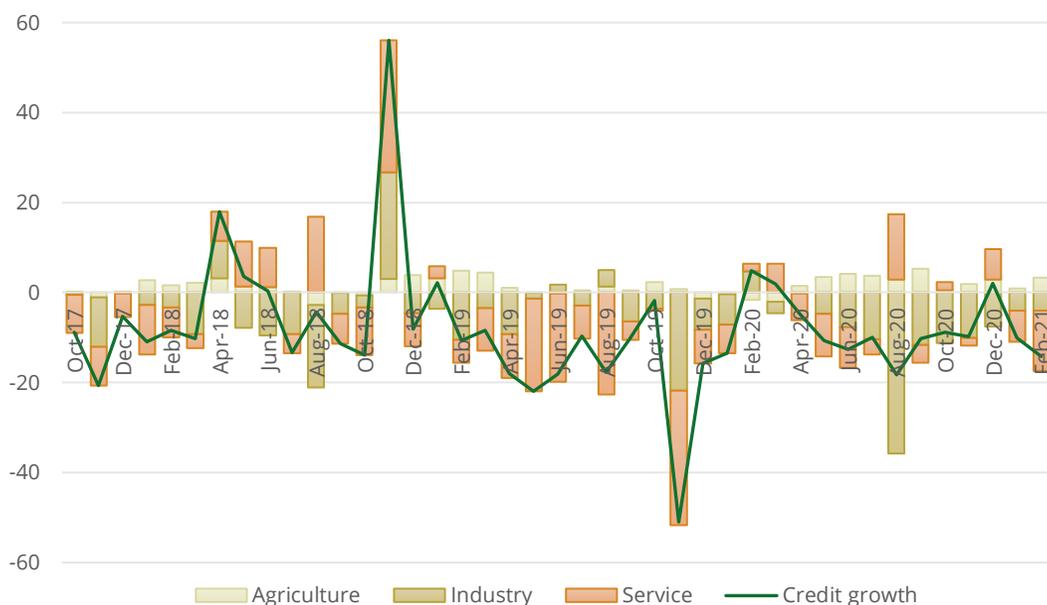
Source : Indicateurs du développement mondial et calculs de l'auteur

## 4. Quel est le moteur de la croissance de l'investissement privé ? (suite)

L'investissement privé intérieur représente environ 15 % du PIB ces dernières années. L'utilisation mensuelle du crédit des institutions financières nationales montre que les crédits à court terme représentent plus d'un tiers du crédit bancaire total, tandis que les crédits à moyen et long terme représentent environ deux tiers. L'évolution de la croissance du crédit (mensuelle, en glissement annuel) est relativement régulière, à l'exception d'un boom du crédit à la fin de 2018 et d'un effondrement à la fin de 2019. La croissance du crédit à plus long terme au sein de l'industrie est principalement portée par le secteur de la construction.

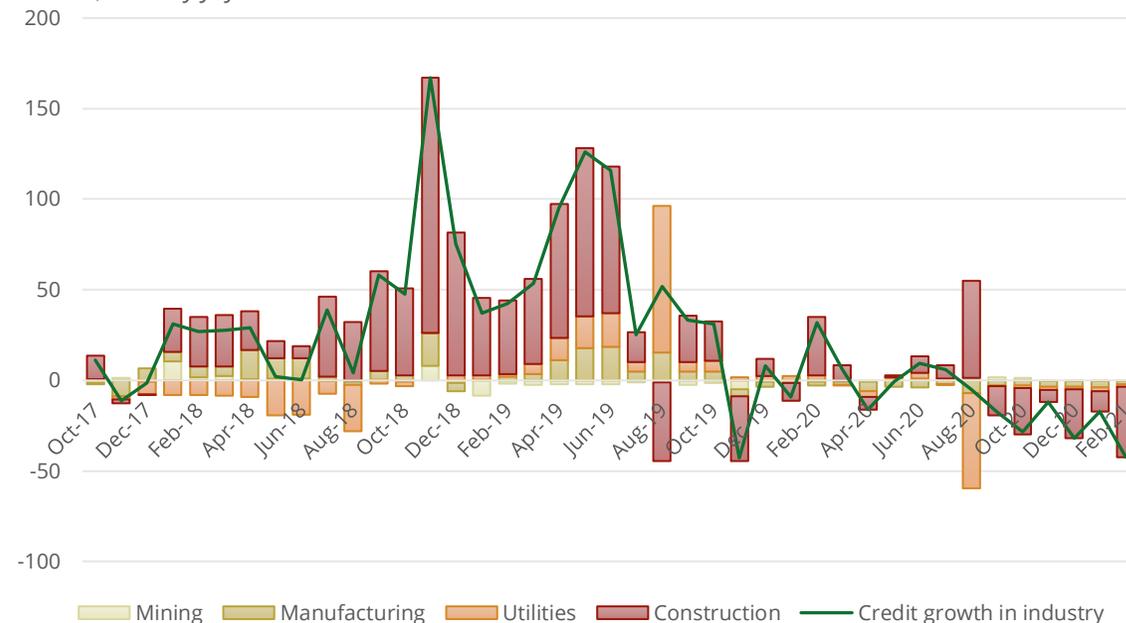
### Institutions financières : croissance du crédit à moyen et long terme

Percent, monthly yoy



### Institutions financières : croissance du crédit à moyen et long terme dans l'industrie

Percent, monthly yoy

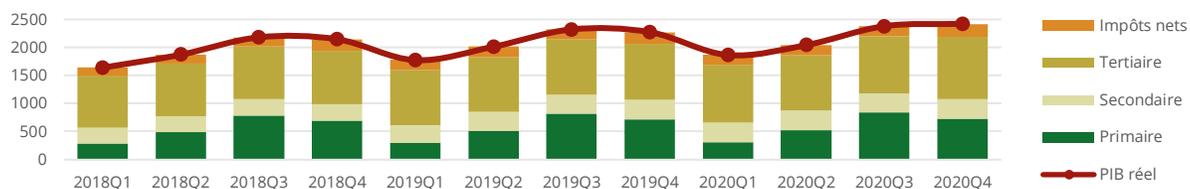


Source : BCEAO

## Croissance trimestrielle

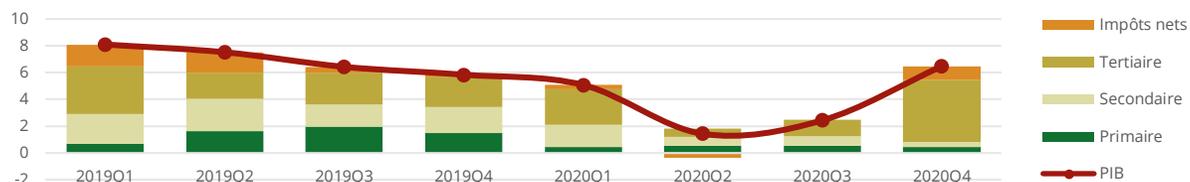
**A7** Les niveaux de la valeur ajoutée trimestrielle reflètent une tendance saisonnière globalement normale

PIB trimestriel (milliards de FCFA, prix constant)



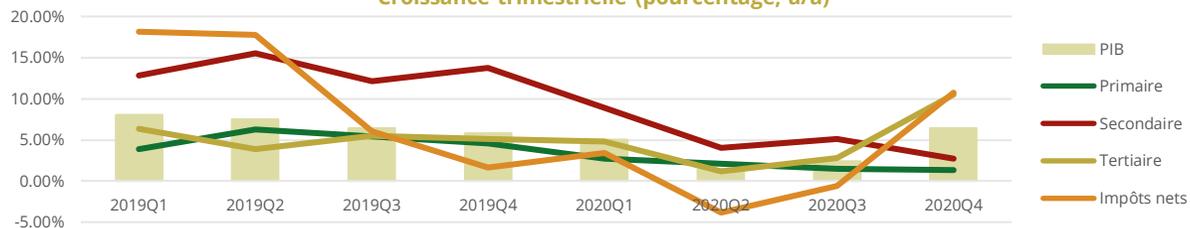
**A8** Les contributions sectorielles à la croissance trimestrielle suggèrent une forte diminution au T2 2020

Contribution à la croissance trimestrielle (ppts, y/y)



**A9** Si les services et les taxes nettes ont rebondi au second semestre 2020, les performances des secteurs secondaire et primaire sont restées médiocres

Croissance trimestrielle (pourcentage, a/a)



## 5. Quel a été l'impact du COVID-19 ?

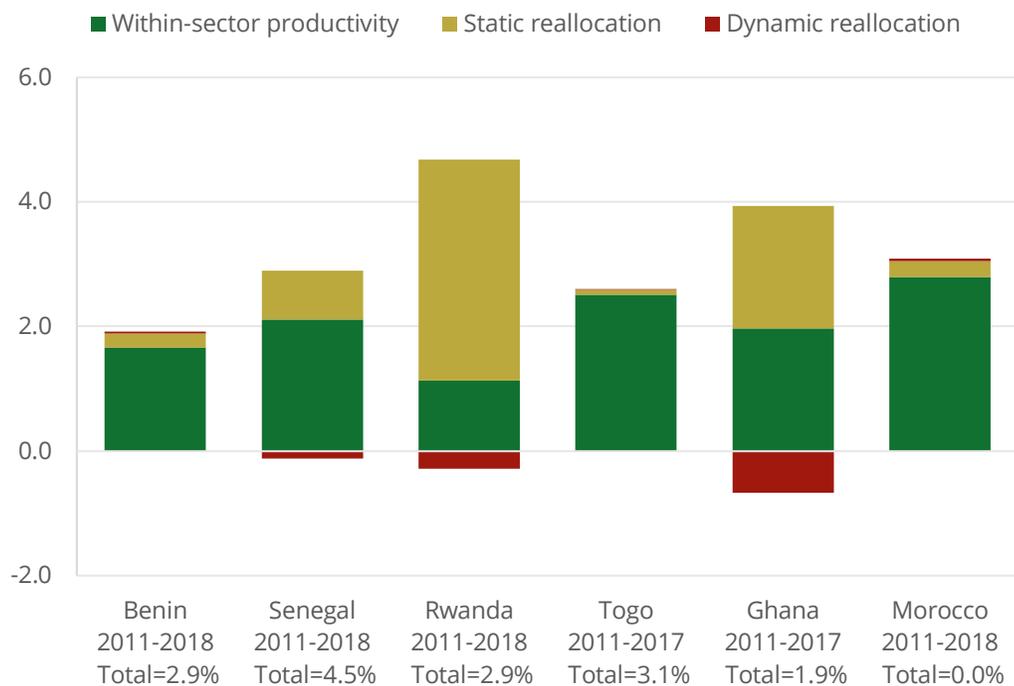
Les indicateurs trimestriels suggèrent que tous les secteurs ont été touchés par le COVID-19 par le biais de divers canaux. Le secteur des services est apparu le plus durement touché au début de la pandémie en raison des mesures de distanciation sociale, notamment la limitation du nombre de passagers dans les modes de transport en commun. Les performances fiscales nettes reflètent les mesures visant à étendre la déclaration d'impôt au troisième trimestre, tandis que la baisse, à partir de 2019, reflète également l'impact négatif de la fermeture de la frontière avec le Nigéria sur les recettes douanières en raison de la baisse de l'activité de réexportation. Les deux ont rebondi rapidement au second semestre 2020, une fois ces politiques levées. Pendant ce temps, le secteur secondaire (et dans une certaine mesure, le secteur primaire) a décliné lentement mais régulièrement tout au long de 2020, reflétant une demande globale freinée au niveau national et à l'étranger, ainsi que des pénuries de main-d'œuvre dans l'agriculture dues à la fermeture des frontières qui a limité les flux de migrants en provenance des pays voisins.

**Le fort rebond et l'impact relativement limité reflètent la contagion nationale limitée et le succès de l'important plan de relance budgétaire.**

Le Bénin est entré dans la crise du COVID-19 dans une position confortable avec un déficit budgétaire de 0,5 % du PIB. Cela a permis aux autorités d'augmenter les dépenses courantes et les dépenses d'investissement grâce à des financements concessionnels supplémentaires fournis par les IFI. Elles ont atteint 4,7 % du PIB (dons compris) grâce aux dépenses d'investissement, qui ont presque doublé pour atteindre 7 % du PIB, tandis que les dépenses courantes ont augmenté de 50 % en termes nominaux, pour atteindre 12,4 % du PIB. L'ensemble des mesures d'intervention, y compris les dépenses de santé, s'est élevé à 3,7 % du PIB, avec une exécution à 75 % en 2020. L'ensemble des mesures économiques comprenait des transferts en espèces, des subventions pour les factures d'électricité et d'eau, des projets sociaux urgents, des lignes de crédit et des mesures de refinancement pour favoriser l'accès au financement des PME. Compte tenu de l'augmentation du niveau d'endettement (47,9 % du PIB en 2020), le Bénin s'attachera à réduire les dépenses en 2021, en réaffirmant l'importance des réformes structurelles pour favoriser une croissance tirée par le secteur privé.

La croissance de la productivité a été presque entièrement due aux améliorations de la productivité du travail au sein du secteur sur la période 2011-2019. Les gains de productivité interne dans l'agriculture ont été beaucoup plus élevés que dans la moyenne des pays de comparaison, tandis que dans les services, ils ont été parmi les plus faibles. Les gains de productivité résultant des mouvements intersectoriels de la main-d'œuvre ont été plus limités que pour la plupart des pays de comparaison structurels. Les gains de productivité dans l'agriculture reflètent le fort soutien du gouvernement au secteur depuis 2016.

Décomposition de la croissance de la valeur ajoutée par habitant, par pays

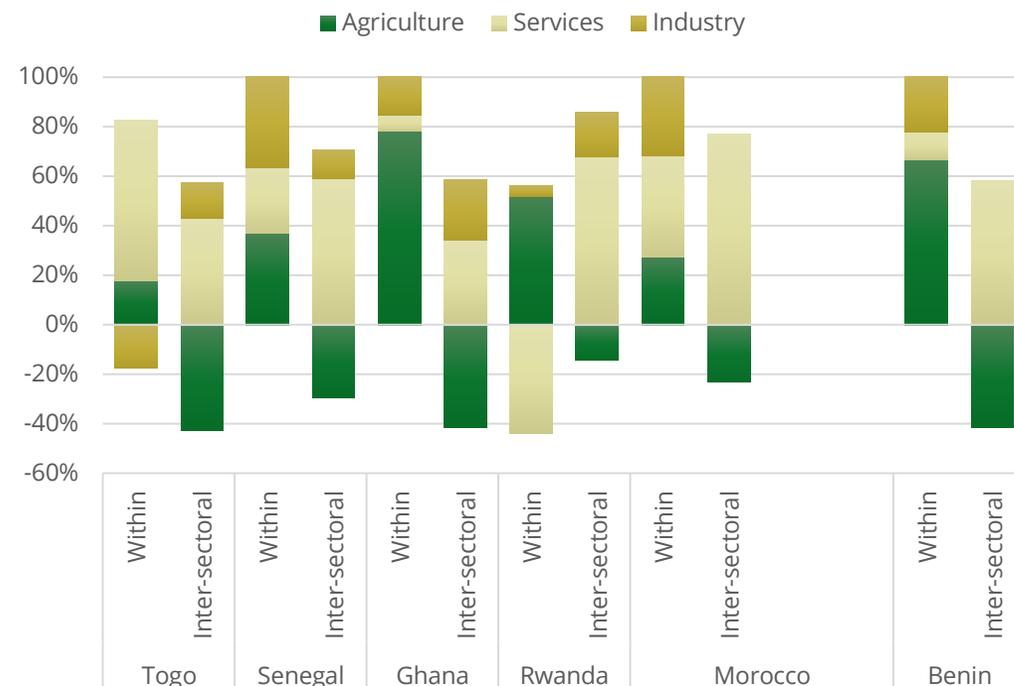


Source : WDI et calculs des auteurs

## 6. Qu'est-ce qui a stimulé la productivité du travail au cours de la dernière décennie?

Les gains de productivité intra-secteur ont été plus élevés dans le secteur primaire

Contribution en points de pourcentage à la croissance annuelle totale de la productivité du travail (2011-2019)

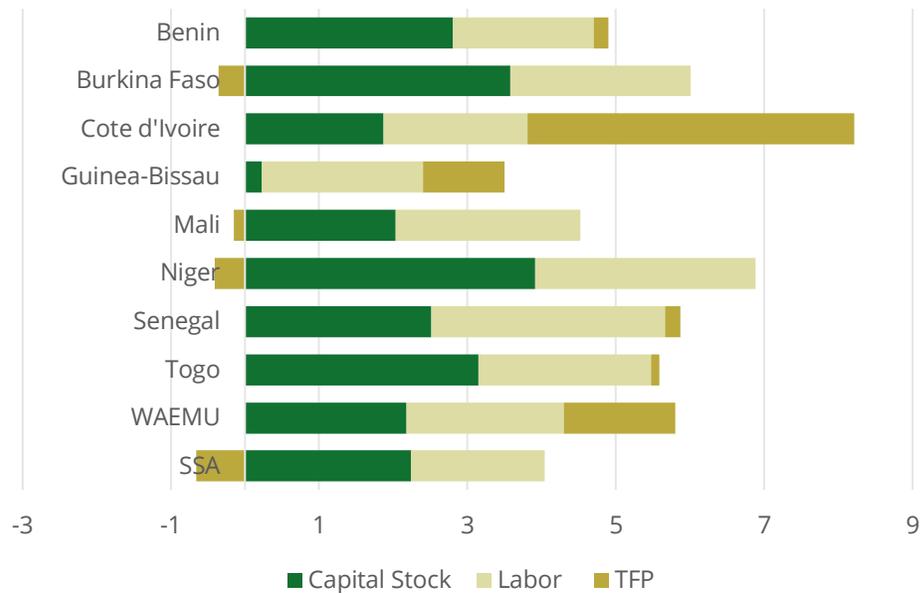


Source : WDI et calculs des auteurs

## 7. La décomposition standard de Solow montre que le capital physique est le moteur de la croissance, tandis que la productivité totale des facteurs (PTF) a peu contribué depuis 2000.

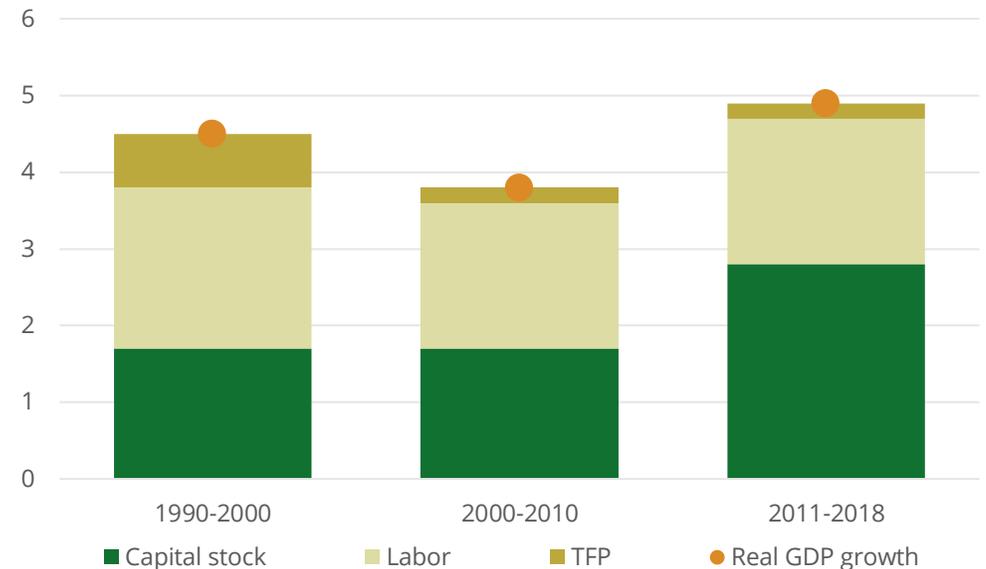
La comptabilité de la croissance suggère que l'accumulation de capital a été l'un des principaux moteurs de la croissance sur la période 2011-2018, comme dans la plupart des pays d'ASS. L'accumulation de capital physique est l'un des moteurs à long terme de la croissance de la productivité, avec l'innovation et le renforcement du capital humain. Bien que la contribution de la PTF à la croissance ait été faible, le Bénin se situe toujours au-dessus de la médiane de l'UEMOA, et à égalité avec les pays les moins fragiles du groupe (Sénégal, Togo). Toutefois, si on la compare à ses propres performances dans le temps, la croissance de la PTF s'est ralentie depuis les années 1990, sa part devenant négligeable dans les années 2000. La contribution du capital physique a légèrement diminué (2000-2010) avant de rebondir au cours de la dernière décennie, principalement grâce à l'accumulation de capital.

### A10 Comparaison avec les pays voisins et les moyennes régionales, moyenne 2011-18



Source : Office national des statistiques et calculs des auteurs

### A11 Comptabilité de la croissance ; Bénin, à travers le temps

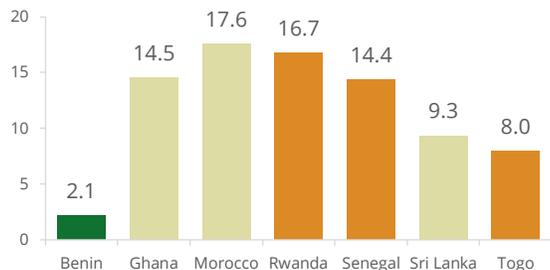


Source : WDI et calculs des auteurs

## L'informalité est coûteuse pour tous les acteurs économiques

### A12 L'adoption de la technologie par les entreprises est faible

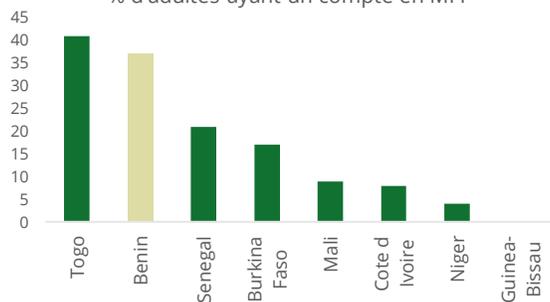
Utilisez-vous des technologies sous licence d'une société étrangère ?



Source : Enquête sur les entreprises de la Banque mondiale (2016) et calculs des auteurs.

### A14 Le Bénin a la deuxième plus grande pénétration de la microfinance dans l'UEMOA

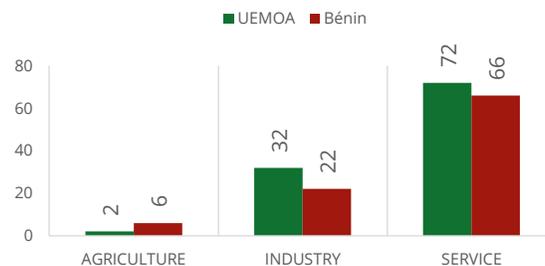
% d'adultes ayant un compte en MFI



Source : Revue du secteur financier (2018), Banque mondiale.

### A13 La plupart des prêts concernent les services

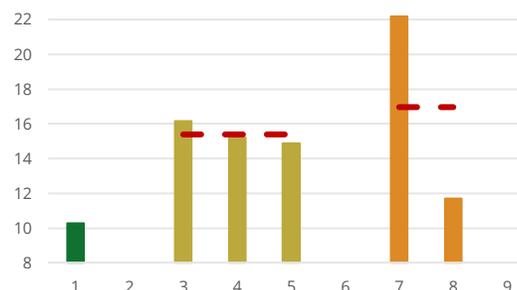
RÉPARTITION SECTORIELLE DES PRÊTS BANCAIRES (2018)



Source : Revue du secteur financier (2018), Banque mondiale.

### A15 En limitant l'assiette fiscale, l'informalité a également limité les ressources publiques

Recettes fiscales moyennes (% PIB)



Source : MFMOD et calculs de l'auteur

## 8. Comment l'informalité affecte-t-elle les moteurs économiques du Bénin ?

Le taux élevé d'informalité affecte la croissance du Bénin en entravant la compétitivité du secteur privé et la capacité du secteur public à fournir des services de base.

Par exemple, l'absorption de technologie au niveau des entreprises au Bénin est la plus faible parmi les pairs et la plupart des entreprises n'introduisent pas d'innovations. En comparaison, la moyenne n'est que d'un tiers en Afrique subsaharienne (chapitre IV).

L'approfondissement financier est également affecté. Le secteur bancaire formel souffre d'une concentration élevée du crédit et, par conséquent, d'une faible rentabilité et qualité du crédit (Banque mondiale 2018). En raison de la forte concentration dans le commerce lié aux échanges avec le Nigéria, la part de l'industrie dans le crédit est inférieure à la moyenne de l'UEMOA. Les principales raisons invoquées par les banques pour ne pas étendre le crédit au-delà d'une clientèle sélectionnée sont le manque de projets d'investissement solvables et les faiblesses de l'environnement juridique et judiciaire. Par conséquent, les institutions de microfinance (MFI) desservent un large segment de la population. Environ 37 % des adultes béninois détiennent un compte auprès d'une IMF, soit le deuxième taux de pénétration le plus élevé de l'UEMOA.

En restreignant l'assiette fiscale, l'informalité limite également la capacité du secteur public à investir dans des dépenses productives : Le ratio recettes fiscales/PIB du Bénin est parmi les plus faibles de l'Afrique subsaharienne, à 10,4 % en 2019. 40 % des recettes intérieures sont des recettes douanières, fortement dépendantes du commerce de réexportation avec le Nigéria. Si la part des dépenses d'investissement dans le budget total s'est établie à 29 % en moyenne sur la période 2010-2019, le budget d'investissement se caractérise par une dépendance importante vis-à-vis des financements extérieurs. Les dépenses d'investissement financées par l'extérieur représentent un peu moins de la moitié du total des budgets de 2010 à 2019, bien que les niveaux puissent fluctuer considérablement d'une année à l'autre.

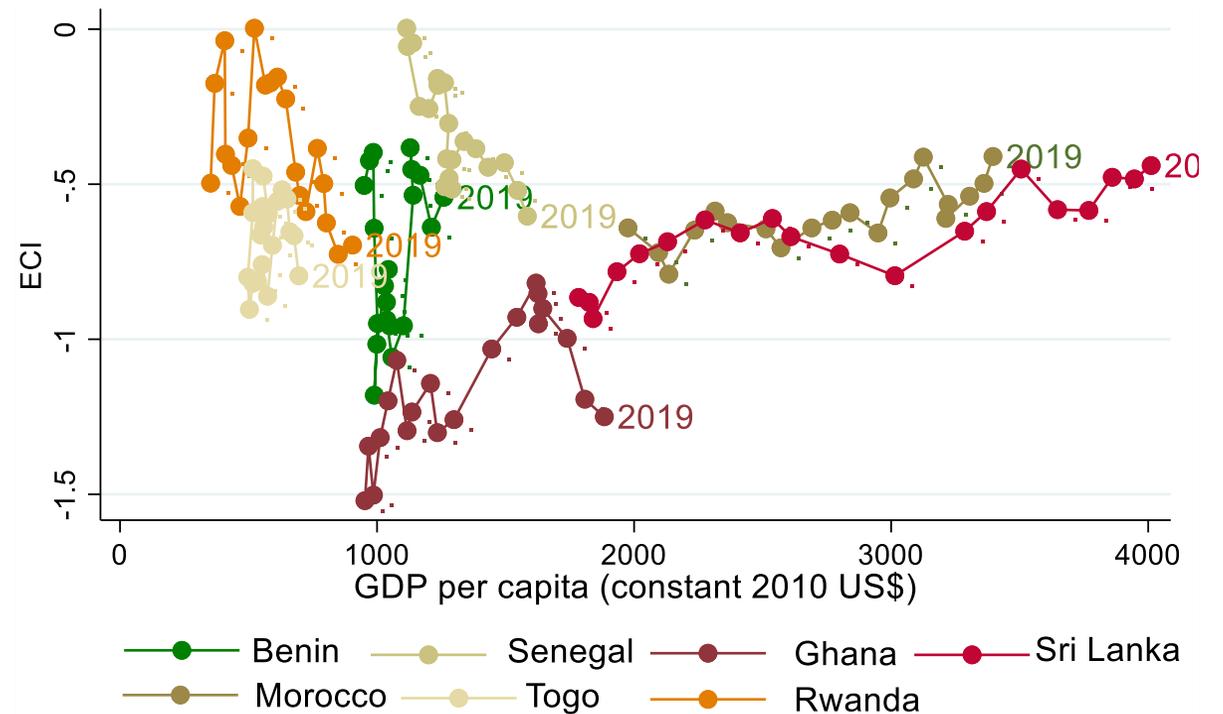
## 9. La complexité économique du Bénin devrait soutenir la croissance de la productivité

L'économie du Bénin est plus complexe, mais sa croissance, ainsi que celle du PIB par habitant, a été moins régulière que celle de ses pairs

L'indice de complexité économique (ECI) est une mesure de la capacité d'une économie. La littérature a montré que les économies ayant une plus grande complexité, par unité de PIB par habitant, connaissent une croissance plus rapide (Hausmann et al. 2014). En moyenne, les chercheurs constatent qu'une augmentation d'un écart-type de la complexité économique, pour un même niveau de PIB par habitant, est associée à une augmentation de la croissance annuelle de 4 à 7 %.

Si l'ECI du Bénin a beaucoup oscillé au cours de la dernière décennie, regagnant le terrain perdu pendant la majeure partie des années 2000, il était en 2019 supérieur à celui des autres pairs structurels. Cela suggère que la diversification économique du Bénin - si elle est soutenue - pourrait soutenir le processus de croissance.

### 33 Complexité économique et PIB par habitant (2001-2019)



Source : Observatoire de la complexité économique ; Notes : Un ICE plus élevé reflète un niveau de complexité économique plus élevé. L'indice en 2019 se situe entre -2.32 (Guinée Bissau) et 2.27 (Japon).

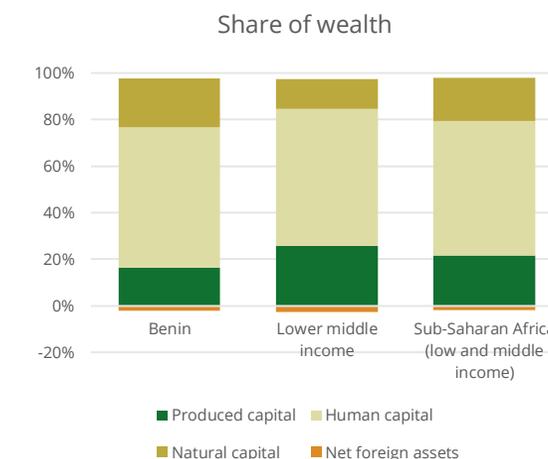
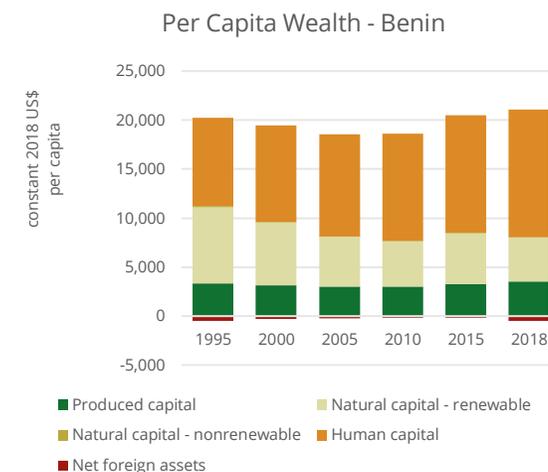
## 10. Créer de la richesse sans miser sur l'épuisement du capital naturel

**Une croissance économique soutenue à long terme nécessite la constitution et la gestion d'un large portefeuille d'actifs : capital produit, humain et naturel (renouvelable et non renouvelable).** Bien que le PIB soit un indicateur important du progrès économique, il s'agit d'une mesure de *flux* qui ne reflète pas les changements dans la base d'actifs sous-jacente. Par exemple, il ne reflète pas la dépréciation, l'épuisement ou la dégradation des actifs ; il n'indique pas non plus si l'accumulation de la richesse suit le rythme de la croissance démographique, ou si la combinaison des différents actifs soutiendra les objectifs de développement d'un pays. La [Banque mondiale a établi un programme de](#) mesure de la richesse nationale afin de surveiller le bien-être économique à long terme et de guider le processus de développement vu sous l'angle des actifs d'un pays.

Les PFR sont souvent pauvres en capital humain et productif. Par conséquent, le capital naturel offre la possibilité de générer des revenus supplémentaires que le gouvernement ou le secteur privé peuvent investir dans l'accumulation de capital. Dans ce processus, le développement économique pourrait impliquer une réduction de la part du capital naturel dans la richesse totale, mais il ne devrait pas impliquer une réduction du capital naturel par habitant. Au Ghana, la part du capital humain dans la richesse totale a augmenté, tandis que la part du capital naturel a diminué. Toutefois, son capital naturel par habitant est passé de 6 000 USD à un pic de 9 000 USD pendant le boom des matières premières de 2004 à 2014, avant de retomber à 6 000 USD en 2018. D'autres pays ont réduit la part de capital naturel mais ont amélioré la valeur de leur capital naturel par habitant (par exemple, le Chili). La dégradation de la valeur du capital naturel renouvelable a été associée à une baisse ou à un déclin de la richesse totale par habitant.

Sur la période 1995-2018, la croissance du Bénin est presque entièrement venue de l'accumulation de capital et de l'utilisation intensive du capital naturel, plutôt que d'une croissance soutenue de la productivité. Globalement, la richesse par habitant a stagné sur la période 1995-2018. Alors que le capital humain était au moins 20 % plus élevé en 2018 qu'en 1995, le capital naturel renouvelable a diminué de plus de 30 % (sous l'effet de la dégradation des aires protégées et des actifs sous-pétroliers, ces derniers à la fin des années 1990). Le capital renouvelable est la principale cause de la stagnation de la richesse par habitant au Bénin, comme pour le Nigéria, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. D'autres voisins dont la richesse par habitant augmente n'ont pas ce problème. Cela s'est également traduit par une croissance plus lente du PIB au cours des mêmes années par rapport aux pays où la richesse naturelle par habitant a augmenté ou est restée constante, comme le Cambodge et l'Azerbaïdjan. Alors que le Bénin continue à augmenter sa part de capital produit, il doit le faire tout en assurant la durabilité du capital naturel par habitant.

*Une analyse distincte examine les options permettant de soutenir la trajectoire de croissance à faible émission de carbone et la stratégie de mobilisation des recettes du Bénin.*



## 11. Estimation du différentiel de productivité entre les travailleurs formels et informels

Cette analyse s'appuie sur le document de référence de Petreski (2021). Le document utilise la stratégie suivante pour mesurer le différentiel de productivité entre les travailleurs formels et informels, en utilisant l'enquête sur les ménages EHCVM 2018.

Premièrement, l'analyse utilise une analyse de régression, avec la spécification suivante et un estimateur MCO :

$$\text{Mesure de la productivité}_i = \alpha + \beta * \text{informel}_i + \sum \gamma_j * X_j + \sum \gamma\delta_j * Z_j + \varepsilon_i$$

- où la mesure de la productivité est le salaire horaire, pour approcher la productivité personnelle (niveau individuel) ; la consommation par habitant, pour approcher la productivité personnelle ; la production agricole par hectare et par apport de travail (membres du ménage et travailleurs non familiaux employés sur la parcelle), le revenu des ventes par travailleur, pour approcher la productivité au niveau de l'entreprise.
- Pour l'analyse de la productivité au niveau individuel, les caractéristiques personnelles - dotations - reflètent une fonction de gains mincerienne, comme suit : le sexe, l'âge, l'état civil, la religion et le plus haut niveau d'éducation atteint.
- Pour l'analyse de la productivité des petits exploitants agricoles, elle s'appuie sur les dotations agricoles : le nombre de travailleurs répartis entre les travailleurs familiaux cotisants et les travailleurs non familiaux embauchés ; et la taille des terres arables.
- Pour l'analyse de la productivité au niveau de l'entreprise, elle s'appuie sur les dotations de l'entreprise : le capital (locaux, machines, équipements) ; la main-d'œuvre (répartie entre les membres de la famille qui contribuent et les travailleurs embauchés) ; et les intrants (une somme des achats de matières premières, d'électricité, de loyer, de licences, mais excluant les taxes), pour refléter une fonction de production Cobb-Douglas.
- est un vecteur d'autres caractéristiques explicatives observables.
- L'analyse divise l'échantillon en travailleurs/entreprises formels et informels afin d'estimer séparément les fonctions Mincerian et Cobb-Douglas. Elle s'appuie également sur une décomposition Blinder-Oaxaca pour comprendre, par exemple, si les rendements de l'éducation diffèrent entre les travailleurs formels et formels ; ou si les rendements d'échelle sont décroissants, constants ou croissants selon la formalité de l'unité de production.
- Le biais de sélection est corrigé à l'aide d'une méthode de Heckman en deux étapes, selon laquelle, dans la première étape, la probabilité d'emploi / probabilité d'être une entreprise active est régressée sur un ensemble de caractéristiques observables, tandis que dans la seconde, la productivité est régressée sur l'ensemble des caractéristiques et une probabilité prédite de la première étape, connue sous le nom de ratio de Mills inverse, qui corrige la sélectivité dans l'équation de résultat principale. Les problèmes d'endogénéité demeurent.

**SIÈGE SOCIAL  
BANQUE MONDIALE**

1818 H Street,  
NW Washington, DC 20433 USA  
Tél : (202) 473-1000